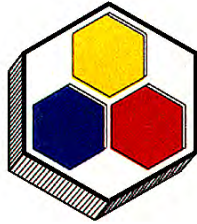


# COMMISSION D'AMÉNAGEMENT DE LA PÉNINSULE ACADIENNE



## Rapport Annuel 2009

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1. La Commission</b>	<b>1</b>
1.1 Introduction	1
1.2 Mandat	1
1.3 La mission de la Commission	2
1.4 Les pouvoirs de la Commission	2
1.5 Le conseil d'administration	3
1.6 Les comités	4
1.6.1 Le comité exécutif	4
1.6.2 Le comité d'application des lois	4
1.6.3 Assemblées régulières mensuelles	4
1.6.4 Dérogation	5
1.6.5 Commission d'appel	7
1.7 Le personnel	8
1.8 Programme de travail 2009	9
1.8.1 Administration	9
1.8.2 Planification	9
1.8.3 Relations publiques	12
<b>2. Mises à jours des règlements municipaux ayant à trait à l'aménagement</b>	<b>14</b>
2.1 Plan et Zonage	14
2.2 Modification à l'Arrêté de lotissement	14
2.3 Modification à l'Arrêté de construction	14
2.4 Modification au Plan rural	14
<b>3. Les constructions</b>	<b>16</b>
3.1 La valeur des constructions	20
3.2 Les constructions résidentielles	24
3.3 Valeur des constructions résidentielles	27
3.4 Les constructions commerciales et industrielles	30
3.5 Valeur des constructions commerciales et industrielles	32
3.6 Les constructions institutionnelles	33
3.7 Valeur des constructions institutionnelles	34
3.8 Les constructions récréatives	36
3.9 Valeur des constructions récréatives	38



<b>4. Le lotissement</b>	40
4.1 Lots, lots consolidés et parcelles	40
4.2 Création de rues	43
4.3 Accès privés	44
<b>5. Les avis émis</b>	47
5.1 Suivi des avis	49

**LISTE DES TABLEAUX**

<b>Tableau 1 :</b> Les représentants – participation à la mensuelle	3
<b>Tableau 2 :</b> Les représentants du comité exécutif	4
<b>Tableau 3 :</b> Dérogations traitées par le comité en 2008 et 2009 pour les municipalités	5
<b>Tableau 4 :</b> Dérogations traitées par le comité en 2008 et 2009 pour les DSL	6
<b>Tableau 5 :</b> Modification au plan et à l'arrêté de zonage	15
<b>Tableau 6 :</b> Total des permis de 2005 et 2009 (tous les types de constructions)	16
<b>Tableau 7 :</b> Total des permis par municipalité entre 2005 et 2009 (tous les types de constructions)	17
<b>Tableau 8 :</b> Total des permis par DSL entre 2005 et 2009 (tous les types de constructions)	18
<b>Tableau 9 :</b> Valeurs (en milliers de \$) des constructions par municipalité entre 2005 et 2009 (tous les types de constructions)	20
<b>Tableau 10 :</b> Valeurs (en milliers de \$) des constructions par DSL entre 2005 et 2009 (tous les types de constructions)	22
<b>Tableau 11 :</b> Constructions résidentielles par municipalité entre 2005 et 2009	24
<b>Tableau 12 :</b> Constructions résidentielles par DSL entre 2005 et 2009	25



<b>Tableau 13 :</b> Valeurs des constructions résidentielles par municipalité entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)	27
<b>Tableau 14 :</b> Valeurs des constructions résidentielles par DSL entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)	28
<b>Tableau 15 :</b> Constructions commerciales et industrielles par municipalité entre 2005 et 2009	30
<b>Tableau 16 :</b> Constructions commerciales et industrielles par DSL entre 2005 et 2009	31
<b>Tableau 17 :</b> Valeurs des constructions commerciales et industrielles par municipalité entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)	32
<b>Tableau 18 :</b> Valeurs des constructions commerciales et industrielles par DSL entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)	32
<b>Tableau 19 :</b> Constructions institutionnelles par municipalité entre 2005 et 2009	33
<b>Tableau 20 :</b> Constructions institutionnelles par DSL entre 2005 et 2009	34
<b>Tableau 21 :</b> Valeurs des constructions institutionnelles par municipalité entre 2005 et 2009(en milliers de \$)	34
<b>Tableau 22 :</b> Valeurs des constructions institutionnelles par DSL entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)	34
<b>Tableau 23 :</b> Constructions récréatives par municipalité entre 2005 et 2009	36
<b>Tableau 24 :</b> Constructions récréatives par DSL entre 2005 et 2009	37
<b>Tableau 25 :</b> Valeurs des constructions récréatives par municipalité entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)	38
<b>Tableau 26 :</b> Valeurs des constructions récréatives par DSL entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)	39
<b>Tableau 27 :</b> Lots et lots consolidés par municipalité entre 2005 et 2009	40
<b>Tableau 28 :</b> Lots et lots consolidés par DSL entre 2005 et 2009	41



<b>Tableau 29 :</b>	Création et extension de rue par municipalités entre 2005 et 2009	43
<b>Tableau 30 :</b>	Création et extension de rue par DSL entre 2005 et 2009	44
<b>Tableau 31 :</b>	Approbation des accès privés par municipalités entre 2005 et 2009	45
<b>Tableau 32 :</b>	Approbation des accès privés par DSL entre 2005 et 2009	45
<b>Tableau 33 :</b>	Nombre d'avis émis par municipalité entre 2005 et 2009	47
<b>Tableau 34 :</b>	Nombre d'avis émis par DSL entre 2005 et 2009	48
<b>Tableau 35 :</b>	Rapport des infractions pour l'ensemble du territoire de la Péninsule acadienne en 2009	50

### **LISTE DES GRAPHIQUES**

<b>Graphique 1 :</b>	Total des dérogations traitées entre 2008 et 2009	7
<b>Graphique 2 :</b>	Total des permis émis pour tous types de constructions	19
<b>Graphique 3 :</b>	Valeurs des constructions en millions \$ par municipalité de 2005 et 2009 (tous les types de constructions)	21
<b>Graphique 4 :</b>	Valeurs des constructions en millions pour l'ensemble des DSL entre 2005 et 2009 (tous les types de constructions)	23
<b>Graphique 5 :</b>	Nouvelles constructions résidentielles par DSL et par municipalité entre 2005 et 2009	26
<b>Graphique 6 :</b>	Les nouvelles constructions résidentielles et leurs valeurs sur l'ensemble du territoire	29
<b>Graphique 7 :</b>	Constructions commerciales et industrielles par DSL et par municipalité de 2005 et 2009	31
<b>Graphique 8 :</b>	Valeurs des constructions commerciales et industrielles des municipalités entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)	33
<b>Graphique 9 :</b>	Constructions institutionnelles par DSL et par municipalité entre 2005 et 2009	35



<b>Graphique 10 :</b>	Constructions récréatives par DSL et par municipalité entre 2005 et 2009	36
<b>Graphique 11 :</b>	Nouveaux lots créés entre 2005 et 2009	42
<b>Graphique 12 :</b>	Nouveaux accès privés entre 2005 et 2009	46
<b>Graphique 13 :</b>	Nombre d'avis émis entre 2005 et 2009	49
<b>Graphique 14 :</b>	Le nombre de lettres d'infractions envoyées en 2009	50



## 1. La Commission

### 1.1 Introduction



Mise sur pied en 1975, la Commission d'aménagement de la Péninsule acadienne est un organisme public créé par les municipalités de la Péninsule et le ministère des Affaires municipales pour voir à l'aménagement et à la planification du territoire de la Péninsule acadienne.

Par les politiques qu'elle met de l'avant, les conseils qu'elle donne aux municipalités, au Ministre ou au gouvernement provincial, la Commission cherche à créer un meilleur milieu de vie pour la population, à favoriser un développement équilibré du territoire et à aider la Péninsule à acquérir ses propres outils de développement. Pour y parvenir, la Commission veille à l'utilisation du sol et à son contrôle, à l'organisation du territoire, au développement des ressources et à la protection de l'environnement.

### 1.2 Mandat

De façon plus spécifique, le mandat de la Commission se résume en trois points.

En premier lieu, nous agissons à titre d'aviseur pour les municipalités. En d'autres termes, nous produisons, en collaboration avec la Province et les municipalités, les outils de planification nécessaires à l'aménagement et au développement du territoire. Il s'agit donc d'élaborer et de mettre à jour des plans municipaux et ruraux ainsi que les arrêtés qui en découlent (zonage, construction et lotissement).

Deuxièmement, une fois les outils de planification mis en place, nous devons les modifier ou les ajuster au besoin de façon à ce que l'on puisse les appliquer au fonctionnement des municipalités et, d'autre part, veiller à l'application de certaines autres réglementations provinciales qui s'adressent surtout aux territoires non-incorporés (par exemple : les règlements provinciaux sur la construction, sur le lotissement et sur les marges de retrait découlant de la Loi sur l'urbanisme).

Finalement, la Commission a pour tâche d'émettre des permis d'aménagement et de construction et, par la suite, de procéder à l'inspection des bâtiments et des constructions afin de s'assurer du respect des dispositions du Code national du bâtiment –1995 et des réglementations provinciales et municipales s'y rapportant.

### ***1.3 La mission de la Commission***

L'élaboration, la gestion et la mise à jour des plans et de la réglementation ainsi que toutes interventions de la C.A.P.A. ont pour principale orientation de traduire, sur le territoire, les véritables besoins de la population de la Péninsule acadienne. En effet, ces actions ont pour but de mettre en place les conditions optimales au développement économique et social tout en tenant compte des contraintes et des potentiels du milieu naturel.

### ***1.4 Les pouvoirs de la Commission***

Le territoire desservi par la Commission compte treize (13) municipalités et quarante-sept (47) districts de services locaux (DSL).

Afin de donner les moyens à la C.A.P.A. de remplir son mandat de planification et de contrôle, la Province, par le biais de la Loi sur l'urbanisme, lui a donné certains pouvoirs. Plus spécifiquement, la Commission peut, notamment,

- ◆ interdire la construction d'un bâtiment en se basant sur des critères bien établis dans la Loi en raison de la nature du sol (ex : zone marécageuse ou à pente excessive);
- ◆ autoriser, pour une période provisoire (d'au plus un an), un aménagement interdit par un arrêté mais, qui peut être considéré en harmonie avec l'intention générale de ce dernier;
- ◆ émettre des conditions à un usage autorisé en se basant sur des critères bien établis dans la Loi à des fins de protection des propriétés de la santé, de la sécurité et du bien-être du public en général;
- ◆ autoriser des dérogations en matière de zonage et de lotissement, et;
- ◆ relativement à certains droits acquis, permettre le prolongement d'un droit et donner son consentement sur certaines dispositions telles que mentionnées dans la Loi.



1.5 Le conseil d'administration

Desservant l'ensemble de la population de la Péninsule acadienne, la Commission est formée de membres provenant des municipalités et des DSL. En 2009, la Commission a tenu 10 assemblées régulières et mensuelles ordinaires, une assemblée mensuelle spéciale ainsi qu'une assemblée générale annuelle.

Tableau 1 : Les représentants - participation à la mensuelle

Région	Membres	# Réunion possible	# Réunion assistée	Participation
<b>Municipalités</b>				
<i>Bas-Caraquet</i>	Gilles Savoie	10	10	100 %
	Daniel Lanteigne	10	8	80 %
<i>Bertrand</i>	Rodrigue Léger	10	7	70 %
<i>Caraquet</i>	Normand Thériault	10	5	50 %
	Rosaire Labrie	10	10	100 %
	Maurice Mourant	10	8	80 %
<i>Grande-Anse</i>	Gino Benoît	10	7	70 %
<i>Lamèque</i>	Simon Savoie	10	8	80 %
	Gaston Paulin	10	9	90 %
<i>Le Goulet</i>	Roger Roussel	5	3	60 %
	Alvine Bulger	3	3	100 %
<i>Maisonnette</i>	Lucio Cordisco	3	2	67 %
	Réginald Poirier	6	4	67 %
	Jean-Luc Lacombe	1	-	-
<i>Paquetville</i>	Line Thériault	10	9	90 %
<i>Saint-Isidore</i>	Marina Losier	10	6	60 %
<i>Saint-Léolin</i>	Rosa Clément	10	7	70 %
<i>Shippagan</i>	Simon Noël	10	10	100 %
	Patrice Éloi Mallet	10	4	40 %
<i>Ste-Marie-Saint-Raphaël</i>	Nancy Aubut	1	1	100 %
	Paul Mallet	9	9	100 %
<i>Tracadie-Sheila</i>	Jean-Paul Robichaud	10	10	100 %
	Jean-Yves McGraw	10	8	80 %
	Normand Saulnier	7	6	86 %
<b>Districts de service locaux (DSL)</b>				
<i>Haut-Sheila</i>	Achille Haché	10	10	100 %
<i>Miscou</i>	Nathalie Wilson	10	7	70 %
<i>Petite-Rivière-de-l'île</i>	Leda Brideau	10	8	80 %
<i>Pont-Lafrance</i>	Amand Doiron	10	8	80 %
<i>Saint-Simon</i>	Jean-Claude Doiron	10	9	90 %
<i>Saumarez</i>	Eugène Basque	10	9	90 %



## 1.6 Les comités

La Commission compte sur deux (2) comités permanents qui se réunissent régulièrement; ceux-ci sont chargés de voir au bon fonctionnement de la Commission et leur mandat est spécifique à chacun.

### 1.6.1 Le comité exécutif

Son mandat est de diriger et de surveiller les opérations, les biens et les affaires quotidiennes de la Commission. Ce comité a tenu 11 réunions au cours de l'année.

**Tableau 2 : Les représentants du comité exécutif**

Membres
Eugène Basque (président)
Gaston Paulin (1 <sup>er</sup> vice-président)
Jean-Paul Robichaud (2 <sup>e</sup> vice-président)
Line Thériault (secrétaire)
Jean-Claude Doiron (président comité d'application des lois)

La Commission convoque deux réunions chaque mois avec ses membres afin de traiter des différents dossiers de dérogation au niveau du zonage, des demandes de permis provisoire, des demandes d'usage similaire ainsi que des demandes de dérogation et d'approbation de lotissement. Ces deux réunions sont convoqués dû au nombre croissant des demandes et afin d'éviter la prolongation de la durée des réunions de la Commission.

### 1.6.2 Le comité d'application des lois

Son mandat est de veiller à l'application et à l'interprétation des lois et de présenter ses recommandations à la Commission en ce qui a trait aux demandes de dérogation et d'approbation qui lui sont présentées. La représentation à ce comité se fait selon le principe d'alternance de la moitié des membres, c'est-à-dire que l'ensemble des membres est divisé en deux groupes et que chacun des groupes se réunit une fois par deux mois. À chaque mois de janvier, l'horaire des groupes changent de façon à ce que leurs réunions ne se retrouvent pas aux mêmes mois que l'année précédente.

### 1.6.3 Assemblées régulières mensuelles

L'assemblée régulière mensuelle désigne l'assemblée régulière convoquée pour traiter des affaires de la Commission. Cette assemblée a lieu, à moins d'avis contraire, le 3e jeudi du mois. Tous les membres sont convoqués à cette assemblée.



### 1.6.4 Dérogation

En consultant les tableaux 3 et 4, au cours de l'année 2009, vous pourrez constater que 157 dossiers de dérogation ont été présentés devant la Commission d'aménagement de la Péninsule acadienne. L'année précédente, 231 demandes ont été entendues. Cette différence représente une baisse de 74 demandes. On peut noter qu'il y a une diminution des demandes tant au niveau des DSL que des municipalités. Cette année, seulement 24 dossiers provenaient des DSL et 133 provenaient des municipalités. À noter que cinq (5) demandes de dérogation au zonage et/ou au lotissement furent refusées dans les municipalités et une (1) seule dans les régions non-incorporées.

Puisqu'un règlement de zonage s'applique sur leur territoire, les municipalités ont encore une fois un nombre de demandes de dérogation plus élevées que les régions non constituées en municipalités (DSL). En rouge, nous illustrons les trois grandes municipalités de la Péninsule acadienne, lesquelles ont logiquement le plus grand nombre de demandes de dérogation. Et, en ce qui a trait aux DSL, il n'y a pas une région qui se démarque plus qu'une autre cette année.

**Tableau 3 : Dérogations traitées par le comité en 2008 et 2009 pour les municipalités**

	Nombre				Accordées				Refusées			
	lotissement		zonage		lotissement		zonage		lotissement		zonage	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
<b>Bas-Caraquet</b>	-	-	14	4	-	-	14	4	-	-	-	-
<b>Bertrand</b>	2	-	5	10	2	-	5	9	-	-	-	1
<b>Caraquet</b>	6	-	48	47	6	-	46	45	-	-	2	2
<b>Grande-Anse</b>	5	-	5	1	5	-	5	1	-	-	-	-
<b>Lamèque</b>	-	-	2	6	-	-	2	5	-	-	-	1
<b>Le Goulet</b>	-	-	1	4	-	-	1	4	-	-	-	-
<b>Maisonnette</b>	1	-	4	2	1	-	4	2	-	-	-	-
<b>Paquetville</b>	1	1	3	-	1	1	3	-	-	-	-	-
<b>Shippagan</b>	-	1	17	10	-	1	17	10	-	-	-	-
<b>Saint-Isidore</b>	2	-	3	6	2	-	3	6	-	-	-	-
<b>Saint-Léolin</b>	-	-	1	3	-	-	1	3	-	-	-	-
<b>Ste-M-St-R</b>	-	-	5	1	-	-	4	1	-	-	1	-
<b>Tracadie-Sheila</b>	33	7	28	30	32	7	26	29	1	-	2	1
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>9</b>	<b>136</b>	<b>124</b>	<b>49</b>	<b>9</b>	<b>131</b>	<b>119</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

Source: C.A.P.A., 2010

\* Tout au long de ce rapport, le signe (-) trait d'union signifie l'absence d'aménagement, de construction, d'avis ou de valeur monétaire.



Tableau 4 : Dérogations traitées par le comité en 2008 et 2009 pour les DSL

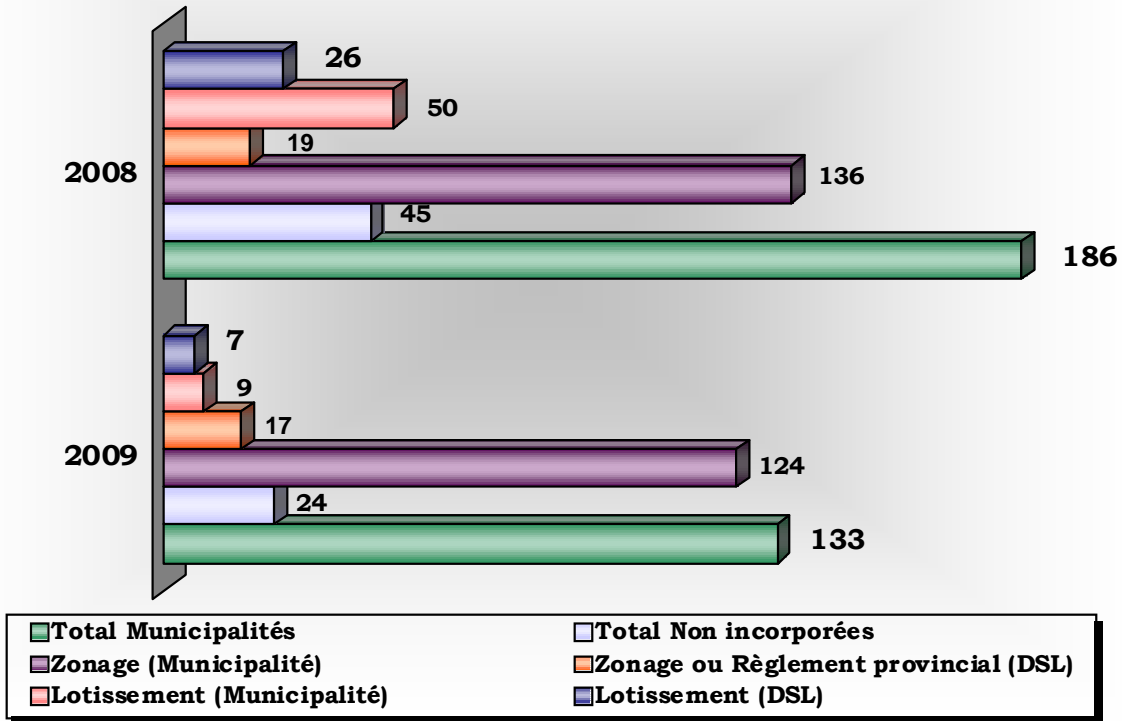
	Nombre				Accordées				Refusées			
	lotissement		zonage ou règlement provincial		lotissement		zonage ou règlement provincial		lotissement		zonage ou règlement provincial	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Anse-Bleue	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Cap Bateau*	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Chiasson Office*	1	-	3	1	1	-	2	1	-	-	1	-
Évangéline	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Haut-Lamèque*	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Haut-Sheila	1	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Haut-Shippagan*	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-
Inkerman	6	-	-	1	5	-	-	1	1	-	-	-
Landry Office	4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-
Miscou*	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Paroisse de Shippagan*	1	-	-	2	-	-	-	2	1	-	-	-
Paroisse de Paquetville	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Paroisse de Saint-Isidore	1	-	-	1	1	-	-	1	-	-	-	-
Petite-Lamèque*	-	-	3	2	-	-	3	2	-	-	-	-
Pointe-Brûlée	1	-	2	-	1	-	2	-	-	-	-	-
Pointe-Canot*	-	-	1	1	-	-	1	-	-	-	-	1
Pokemouche	2	-	1	3	2	-	1	3	-	-	-	-
Pont Lafrance	-	3	-	1	-	3	-	1	-	-	-	-
Pont Landry	-	2	2	-	-	2	2	-	-	-	-	-
Rivière-à-la-Truite	-	1	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-
St-Pons	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Saumarez	4	-	-	1	-	-	-	1	4	-	-	-
Six Roads	-	1	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-
Saint-Irénée-Alderwood	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Saint-Simon	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Sainte-Rose	1	-	-	2	1	-	-	2	-	-	-	-
<b>Total non incorporé</b>	<b>26</b>	<b>7</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>19</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

Source : C.A.P.A., 2010

\* District de service locaux (DSL) inclus dans le plan rural des îles Lamèque-Miscou



**Graphique 1 : Total des dérogations traitées entre 2008 et 2009**



### 1.6.5 Commission d'appel

Au cours de l'année 2009, aucune demande n'a été interjetée devant la Commission d'appel concernant une décision de la commission d'aménagement .



## 1.7 Le personnel

<b>DIRECTEUR : Benoît Fortier (2001) de janvier à février ; Benjamin Kocyla (2006) à partir de février</b>
- Il dirige et administre la Commission.
- Il est l'urbaniste principal de la Commission.
- Il est le principal agent d'aménagement responsable de l'application de la Loi, des règlements ou des arrêtés qui en découlent.
- Il est conseiller pour le Ministre, les municipalités et les résidants du district relativement à l'aménagement du territoire.
- Il est responsable de la recherche, des études et de la planification pour l'ensemble du district.
<b>URBANISTE DIRECTEUR ADJOINT : Pascal Doucet (2009) à partir d'avril</b>
- Il conseille les municipalités et les DSL en matière d'urbanisme, il participe à la recherche, aux études et à la planification pour l'ensemble du district.
- Il est agent d'aménagement délégué.
<b>ADJOINTE ADMINISTRATIVE : Natacha Cormier (2007)</b>
- Elle est responsable du secrétariat et de la comptabilité.
<b>ANALYSTE EN GÉOMATIQUE : Richard Servant (1988)</b>
- Il est responsable de l'informatique, du traitement des demandes d'aménagement, de l'analyse des données et des statistiques.
- Il participe à la recherche et aux études et est agent d'aménagement délégué.
<b>AMÉNAGISTE : Paul-Émile Robichaud (1989)</b>
- Il est agent d'aménagement délégué, principalement en ce qui concerne le lotissement.
- Il participe à l'élaboration d'outils cartographiques et participe à la planification municipale et/ou régionale.
<b>AMÉNAGISTE : Caraine Godin (2003)</b>
- Elle participe très étroitement à la recherche, aux études, à la rédaction de la réglementation et aux modifications des plans ruraux.
<b>INSPECTEUR EN CONSTRUCTION (12 mois par année) : Noël-Guy Brideau (2002)</b>
- Il est responsable de l'émission des permis et de l'inspection des constructions.
- Il prépare les demandes d'approbation et de dérogation et en fait la présentation devant la Commission.
<b>INSPECTEURS EN CONSTRUCTION (9 mois par année) : Bernise Roussel (2007), Adrien Robichaud (2008) de janvier à avril, Charles Ferron (2009) à partir d'avril.</b>
- Ils sont responsables de l'émission des permis et de l'inspection des constructions.
- Ils préparent les demandes d'approbation et de dérogation et en font la présentation devant la Commission.



## 1.8 Programme de travail 2009

### 1.8.1 Administration

Objectifs	Échéancier	Responsable
-Préparation du rapport annuel 2007	Mars	Directeur
-Préparation du rapport annuel 2008	Mars	
-Évaluation du personnel (suivi du sondage diagnostique du climat au travail)	Décembre	Directeur
-Gestion de la formation des employés (nouveaux arrêtés)	Éducation Permanente (tous les vendredis)	
-Rencontre avec les conseils municipaux afin de refaire la réglementation sur le lotissement	Été	Directeur + Aménagistes
-Rencontre avec la Commission afin de repenser notre politique sur les accès privés	Novembre	Directeur + Aménagistes
-Formation du Directeur adjoint	Avril	Directeur

### 1.8.2 Planification

Objectifs	Échéancier	Responsable
-Présentation devant la Commission d'une session de formation: planification, rôle et compétences des commissaires (lotissement, dérogations, accès privés...)	Octobre	Directeur et Directeur adjoint
-Études préliminaires pour Tracadie-Sheila	Juillet	Directeur
-plan rural	Juillet	Urbaniste+ Analyste en géomatique et Aménagiste



Objectifs	Échéancier	Responsable
-Élaboration du Plan municipal et de l'Arrêté de zonage de:		
-St-Isidore	Mars	Directeur +
-Paquetville	Mars	Urbaniste et
-Tracadie-Sheila	Octobre	Aménagiste
-plan rural	Novembre	
-Audience publique :		
-Grande-Anse	jusqu'à fin juin	Directeur +
-Le Goulet	jusqu'à fin avril	Urbaniste et
-Bertrand	jusqu'à fin juin	Aménagiste
-Mises à jour/modification du Plan rural (Tourbière Larocque)		Urbaniste+ Province
-Gestion des modifications aux arrêtés municipaux de zonage et des plans municipaux		Inspecteurs + Urbaniste Aménagiste + SIG
-Collaboration, gestion et ajustement de la réglementation sur la sauvegarde du patrimoine (Caraquet)		Directeur + Directeur adjoint
-Études des projets des parcs éoliens prévus dans la Péninsule. (Le Grand Caraquet)		Directeur + Directeur adjoint
-Communication avec les médias concernant les statistiques (TV, radios)		Directeur
-Participation aux assemblées du comité de gestion environnementale de la rivière Pokemouche		Directeur adjoint
-Participation aux assemblées du Partenariat pour la sauvegarde de la Baie de Caraquet		Directeur adjoint



Objectifs	Échéancier	Responsable
<p>-Recherche et développement en géomatique, réalisation de cartes thématiques, création de données géoréférencées... (mise en application dans les études préliminaires)</p>		<p>Directeur +Analyste en géomatique</p>
<p>-Le cas échéant, participation aux recommandations relatives aux études d'impacts environnementaux du ministère (Voie de contournement de Caraquet)</p>		<p>Directeur + Urbaniste et Aménagiste</p>
<p>-Mise à jour et entretien des bases de données statistiques (Planet, SNB)</p>		<p>Analyste en géomatique</p>
<p>-Participation au projet lancé par RN pour l'élaboration d'outils permettant aux communautés de s'adapter aux changements climatiques</p>		<p>Directeur + Urbaniste et SIG</p>
<p>-En collaboration avec le ministère, on continue la participation à la refonte :</p>		<p>Directeur</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>-Loi sur l'urbanisme (réforme des Commissions)</li> <li>-Règlement provincial sur la construction</li> <li>-Règlement sur la protection des zones côtières</li> <li>-Réflexion sur le rapport Finn</li> <li>-Protocoles/ directives</li> </ul>		
<p>-En collaboration avec l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB) :</p>		<p>Directeur</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>-participation à un comité pour le renforcement de la gouvernance locale des communautés rurales et pour une réforme sur l'urbanisme au N.-B. impliquant une nouvelle structure régionale (le Grand Caraquet).</li> <li>-Participation au congrès annuel</li> <li>-Participation aux réunions et tables de travail sur divers thèmes</li> </ul>		



Objectifs	Échéancier	Responsable
-En collaboration avec le ministère : -collaboration pour la désignation des puits de captage		Directeur
-Élaboration du budget 2010	Septembre-octobre	Directeur
-Préparation et comparution (Commission d'appel)		Directeur

### 1.8.3 Relations publiques

Objectifs	Échéancier	Responsable
-Information à la population (service d'émission de permis; piscine, etc.) dans un journal comme L'Acadie Nouvelle ou Écho Péninsule.		Directeur
-Cartouches à caractère informatif dans les revues locales		Directeur
-Consultation cartographique (GRC et travaux publics municipaux)		Directeur et Urbaniste
-Information aux avocats/agents d'immeuble/ arpenteurs/évaluateurs fonciers		
-Session de formation et d'information à destination des entrepreneurs, en partenariat avec Efficacité NB. Première étape : les fondations	Printemps	Directeur et Inspecteurs
-Rencontre avec les conseils municipaux et les comités consultatifs des DSL pour les renseigner sur des projets particuliers/ litiges/ procédures légales/ C.M.A / et sur les mandats de la C.A.P.A		Directeur et Urbaniste



Objectifs	Échéancier	Responsable
<p>-Refonte du site Internet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-Recherche sur la hiérarchisation de l'information</li><li>-les rapports du directeur</li><li>-rapports annuels</li><li>-statistiques (cumulatif)</li><li>-avis publics</li><li>-manuel de procédure</li><li>-cartes de zonage à l'étude pour les secteurs Péninsule-Sud et Péninsule Centre-Est</li><li>-mise à jour des plans de zonage des municipalités</li></ul>		Directeur et Analyste en géomatique



## 2. Mises à jour des règlements municipaux ayant trait à l'aménagement

### 2.1 Plan et zonage

Les six municipalités énumérées ici; Bas-Caraquet, Caraquet, Maisonnette, Shippagan, Sainte-Marie-Saint-Raphaël et Tracadie-Sheila ont eu des changements dans leurs plans et leurs arrêtés de zonage cette année. Au total, ce sont treize (13) demandes qui ont été présentées devant la Commission. En effet, au tableau 5, on peut consulter les modifications qui ont été apportées aux plans municipaux ainsi qu'aux arrêtés de zonage.

### 2.2 Modification à l'Arrêté de lotissement

#### Tracadie-Sheila

**But:** Lors de l'approbation d'un plan de lotissement et sous réserve d'autres conditions, le conseil municipal aura désormais la possibilité (et non plus l'obligation) de mettre l'équivalence de 10% (et non plus de 7,5 %) du développement dévolu en terrain d'utilité publique.

### 2.3 Modification à l'Arrêté de construction

#### Shippagan

**But:** Afin de mettre à jour les frais liés à l'émission d'un permis d'aménagement et de construction et préciser une disposition relative aux demandes tardives d'un tel permis.

### 2.4 Modification au Plan rural

#### Îles Lamèque-Miscou

Modification au plan rural afin de changer une partie de la zone M1 (mixte résidentielle, commerciale, industrielle et institutionnelle) et une partie d'une zone C (côtière) pour créer la zone AI-2 (aménagement intégré-2).

**But:** Cette demande de modification au zonage a pour objectif de permettre l'aménagement d'un regroupement de chalets ainsi que l'implantation d'un camp de roulotte privé.

Tableau 5. Modification au plan et à l'arrêté de zonage

	Modification au plan d'urbanisme	Modification à l'arrêté de zonage
<b>Bas-Caraquet</b>	Changement de zonage de résidentiel multifamilial (RC) à naturel (N). <b>But:</b> Afin de permettre l'exploitation d'une activité arboricole d'arbustes à bleuets. <b>Adopté</b>	
<b>Caraquet</b>		Modification au zonage de commercial centre-ville (C1) à commercial de grande surface (C3). <b>But:</b> Afin de rendre conforme l'usage de commerce de grande surface et de permettre la construction d'un bâtiment accessoire de 313,5 mètres carrés. <b>Adopté</b>
		Modification des dispositions générales de l'article 13.4.8 de l'arrêté de zonage de la municipalité. <b>But:</b> Remplacement et ajout d'un alinéa à l'arrêté; en remplaçant l'alinéa d) dudit article par: d) 150 mètres carrés dans une zone C2 En ajoutant l'alinéa e) après l'alinéa d) dudit article se lisant comme suit : e) 40% de la superficie du bâtiment principal dans une zone C3, I1 et I2. <b>Adopté</b>
<b>Maisonnette</b>		Ajout d'un paragraphe pour les constructions temporaires. <b>But:</b> Afin d'ajuster le contrôle sur les constructions temporaires de type «abri tempo» pour les usages résidentiels. <b>Adopté</b>
		En abrogeant le texte initial par la suppression d'alinéas. <b>But:</b> Afin d'ajuster la réglementation afin d'encadrer d'une manière plus efficace l'arrivée de toute nouvelle exploitation agricole. <b>Adopté</b>
<b>Shippagan</b>	Agrandissement de la zone résidentielle uni et bi-familiale (RB) à même une partie de la zone naturelle (N). <b>But:</b> Afin de créer le lotissement du terrain et le développement d'un quartier résidentiel. <b>Adopté</b>	
		Modification du zonage de deux lots qui passerait de commercial centre-ville (C1) à aménagement intégré numéro 5 (AI-5). <b>But:</b> Afin de permettre deux bâtiments commerciaux sur le même lot. <b>Adopté</b>
		Modification du texte de l'arrêté <b>But:</b> Afin de pouvoir préciser les frais liés à la production des documents d'urbanisme. <b>Adopté</b>
<b>Sainte-Marie-Saint-Raphaël</b>	Modification au zonage pour modifier une zone résidentielle unifamiliale (RA) à une zone mixte (M) <b>But:</b> Afin d'implanter un usage industriel de type léger d'assemblage de palettes de manutention. <b>Adopté</b>	
<b>Tracadie-Sheila</b>	Cette modification au zonage a pour but de passer de résidentiel (RB) à institutionnel (INS). En fait, cette modification va agrandir la zone institutionnelle adjacente. <b>But:</b> Afin de permettre l'implantation d'un poste d'ambulances. <b>Refusé</b>	
		Le changement consistait à créer une nouvelle zone d'aménagement intégré (AI) offrant la possibilité d'exploiter, sur un même terrain, deux (2) usages commerciaux principaux qui seraient dans un même bâtiment principal. Il fût noté que le changement proposé se trouve en zone centre-ville (C1) qui ne permet pas la vente de véhicules neufs ou usagés. <b>But:</b> Afin d'aménager, sur un même terrain que le restaurant, une entreprise de vente de véhicules motorisés. <b>Refusé</b>
	Cette modification au zonage a pour but de passer de mixte (M) et résidentiel unifamilial (RA) à institutionnel (INS). <b>But:</b> Afin de permettre l'implantation d'un poste d'ambulances. <b>Adopté</b>	
		Modification de l'arrêté afin de rendre conforme l'usage d'un commerce de lave-auto dans une zone mixte (M). <b>But:</b> Afin de permettre l'agrandissement du lave-auto en question. <b>Adopté</b>



### 3. Les constructions

Les constructions représentant tout type d'aménagement au sens de la Loi sur l'urbanisme sont notamment : l'édification, la mise en place, le remplacement, l'enlèvement, la démolition, la réparation ou le remplacement d'un bâtiment ou d'une construction. De plus, l'inspection associée à ces constructions demeure une préoccupation importante pour la Commission.

Depuis les dernières années, la tendance pour l'émission de permis est à la hausse. En consultant le tableau 6, vous pourrez constater que pour cette année, la Commission d'aménagement a attribué un nombre record total de 1839 permis de construction. L'an passé, ce sont 1665 permis qui avaient été émis, ce qui représente donc une augmentation de 10 % dans l'émission de permis pour les municipalités et les districts de services locaux (DSL).

**Tableau 6: Total des permis de 2005 et 2009  
(tous les types de constructions)**

	<b>Municipalités</b>	<b>Non incorporées</b>	<b>Total</b>
<b>2005</b>	798	874	1 672
<b>2006</b>	799	961	1 760
<b>2007</b>	812	924	1 736
<b>2008</b>	845	820	1 665
<b>2009</b>	917	922	1 839
<b>Moyenne</b>	<b>834</b>	<b>900</b>	<b>1 734</b>

Source : C.A.P.A., 2010



Le tableau 7 nous démontre que, depuis 2005, le nombre de permis le plus élevé est détenu par les villes de Tracadie-Sheila, Caraquet et Shippagan, qui représentent les pôles économiques les plus importants de la Péninsule acadienne. On compte respectivement 939, 936 et 468 en terme de nombre de permis émis pour ces municipalités.

**Tableau 7: Total des permis par municipalité entre 2005 et 2009  
(tous les types de constructions)**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Bas-Caraquet</b>	61	61	58	72	64	316
<b>Bertrand</b>	42	36	34	46	58	216
<b>Caraquet</b>	166	158	184	204	224	936
<b>Grande-Anse</b>	32	29	20	34	32	147
<b>Lamèque</b>	48	42	36	48	49	223
<b>Le Goulet</b>	32	25	21	21	14	113
<b>Maisonnette</b>	31	28	34	36	23	152
<b>Paquetville</b>	32	24	34	36	39	165
<b>Shippagan</b>	84	91	101	99	93	468
<b>Saint-Isidore</b>	24	43	37	36	36	176
<b>Saint-Léolin</b>	21	25	30	30	34	140
<b>Ste-M-St-R</b>	38	35	22	44	41	180
<b>Tracadie-Sheila</b>	187	202	201	139	210	939
<b>Total incorporé</b>	<b>798</b>	<b>799</b>	<b>812</b>	<b>845</b>	<b>917</b>	<b>4 171</b>
Source : C.A.P.A. 2010						

Le tableau 8 démontre les districts de services locaux (DSL) qui ressortent le plus au niveau du nombre de permis émis cette année et ce, pour tous les types de constructions. Dans l'ordre, nous avons la paroisse de Paquetville avec un nombre de 73 permis, la paroisse de Saint-Isidore avec un nombre de 61 permis et la région de Pont-Landry avec un nombre de 61 permis émis. À noter que ces trois DSL ressortent du reste des régions depuis les cinq dernières années pour le nombre total de permis émis.



**Tableau 8 : Total des permis par DSL<sup>1</sup>entre 2005 et 2009  
(tous les types de constructions)**

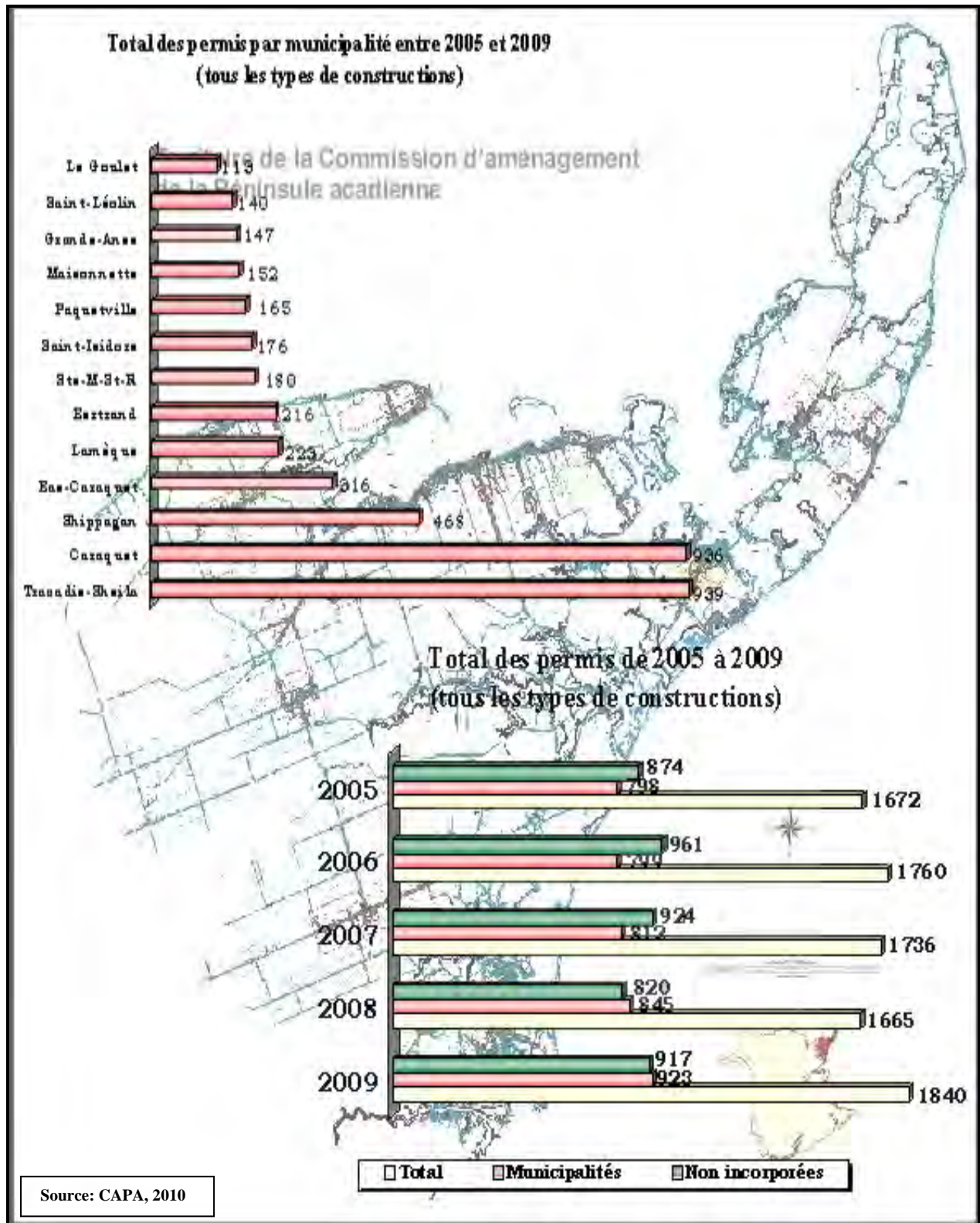
	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Anse-Bleue	8	12	14	10	13	126
Baie Petit-Pokemouche	4	5	6	3	11	43
Benoît	3	4	7	6	10	37
Canton-des-Basques	10	11	10	13	13	81
Cap Bateau	13	7	9	10	10	67
Chiasson Office	26	27	18	21	24	219
Coteau Road	19	20	20	12	15	159
Dugas Office	4	3	2	2	1	30
Évangéline	14	10	19	20	20	107
Gauvreau et Petit Tracadie	19	19	11	13	17	145
Haut-Lamèque	10	18	15	12	9	118
Haut-Sheila	31	27	25	19	28	197
Haut-Shippagan	8	16	13	13	1	96
Inkerman	34	39	21	20	24	246
Landry Office	19	18	24	22	21	167
Leech	5	8	4	6	13	61
Maltempec	24	17	16	13	17	122
Miscou	20	26	33	29	39	254
Notre-Dame-des-Érables	39	38	36	31	38	283
Paroisse de New Brandon	4	3	4	2	4	25
Paroisse de Paquetville	60	64	61	71	73	476
Paroisse de Saumarez	19	29	25	17	16	188
Paroisse de Shippagan	9	4	15	7	4	47
Paroisse de Saint-Isidore	48	65	62	46	61	410
Petite-Lamèque	14	23	17	18	21	158
Pigeon Hill	23	24	23	23	18	217
Pointe à Bouleau	15	17	6	4	6	93
Pointe Alexandre	14	16	22	15	13	142
Pointe-Brûlée	12	22	17	9	16	125
Pointe Canot	10	11	19	18	15	110
Pointe Sauvage	2	3	3	2	2	31
Pokesudie	5	7	3	2	5	53
Pokemouche	31	34	24	24	38	222
Pont Lafrance	30	30	19	25	26	210
Pont Landry	54	51	44	48	61	385
Rivière-à-la-Truite	11	17	18	11	12	107
Saumarez	13	17	12	22	16	112
Six Roads	26	31	30	25	18	225
Saint-Irénée et Alderwood	30	28	30	37	28	241
Saint-Pons	2	7	9	1	2	43
Saint-Simon	17	31	18	23	25	172
Sainte-Cécile	42	39	62	33	39	332
Sainte-Rose	20	26	24	18	29	186
Tracadie Beach	4	3	4	6	5	21
Val Comeau	22	21	29	16	24	199
Village Blanchard	23	10	19	18	14	144
Village des Poirier	4	3	2	4	7	39
<b>Total non incorporé</b>	<b>874</b>	<b>961</b>	<b>924</b>	<b>820</b>	<b>922</b>	<b>4501</b>

Source : C.A.P.A., 2010

<sup>1</sup> Aucun permis de construction n'a été émis pendant la période visée pour les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau. Par contre, certains DSL retrouvés dans ce tableau ont été regroupés afin de former les 47 DSL que l'on connaît.



Graphique 2. Total des permis émis pour tous types de constructions.



### 3.1 La valeur des constructions

En termes de valeur des constructions, pour 2009, nous obtenons un montant de 25 014 663\$. À noter que la valeur des investissements a diminué comparativement à l’an passé, laquelle se chiffrait à 39 770 930\$ pour les régions incorporées.

Cette année, Tracadie-Sheila détient le montant le plus élevé en valeur des constructions par rapport à l’ensemble des municipalités de la Péninsule acadienne. Un montant de 10 384 758\$ a été investi comparativement à 6 813 565\$ l’an passé.

Au deuxième rang se situe la ville de Caraquet qui a reçu des investissements totaux d’une valeur de 5 018 510\$. La ville de Shippagan se retrouve au troisième rang avec un total de 2 497 132\$ en valeur des constructions et, finalement, le village de Le Goulet arrive au dernier rang avec une valeur de 264 487\$.

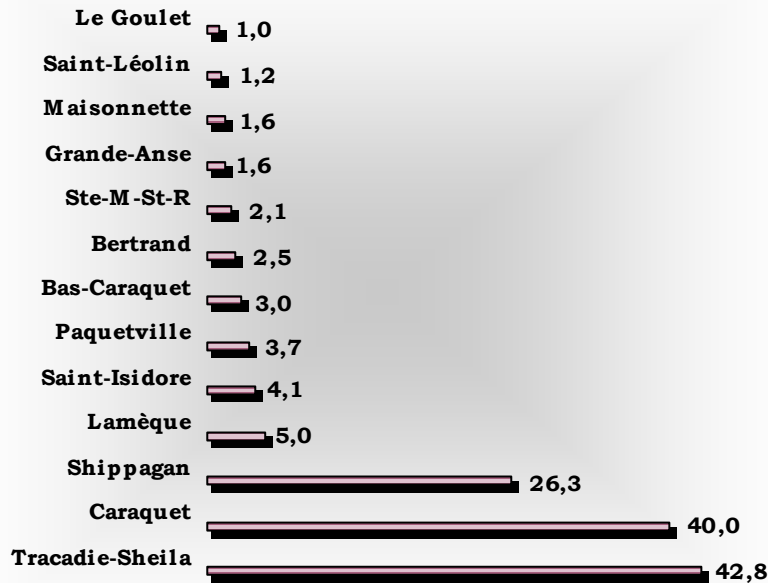
**Tableau 9 : Valeur (en milliers de \$) des constructions par municipalité entre 2005 et 2009 (tous les types de constructions)**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Bas-Caraquet</b>	436	332	746	798	756	<b>3 068</b>
<b>Bertrand</b>	541	534	255	468	720	<b>2 518</b>
<b>Caraquet</b>	6 532	1 973	4 997	21 544	5 018	<b>40 064</b>
<b>Grande-Anse</b>	203	429	200	339	513	<b>1 684</b>
<b>Lamèque</b>	2 115	837	709	602	785	<b>5 048</b>
<b>Le Goulet</b>	161	221	342	102	264	<b>1 090</b>
<b>Maisonnette</b>	440	130	281	522	313	<b>1 686</b>
<b>Paquetville</b>	1 140	174	952	444	988	<b>3 698</b>
<b>Shippagan</b>	3 941	11 210	2 299	6 373	2 497	<b>26 320</b>
<b>Saint-Isidore</b>	926	421	277	711	1 841	<b>4 176</b>
<b>Saint-Léolin</b>	231	133	150	400	347	<b>1 261</b>
<b>Ste-M-St-R</b>	334	193	389	647	582	<b>2 145</b>
<b>Tracadie-Sheila</b>	7 190	5 332	13 151	6 813	10 384	<b>42 870</b>
<b>Total munic.</b>	<b>24 190</b>	<b>21 919</b>	<b>24 748</b>	<b>39 763</b>	<b>25 008</b>	<b>135 628</b>

Source : C.A.P.A., 2010



**Graphique 3: Valeurs des constructions  
en millions \$ par municipalité de 2005 à 2009  
(tous les types de constructions)**



En consultant le graphique 3 ci-dessus, on voit très bien les trois pôles de développement économique de la région. Tracadie-Sheila, Caraquet et Shippagan sont les villes ayant les valeurs les plus élevées pour tous les types de constructions et ce, depuis 2005.



**Tableau 10: Valeurs (en milliers de \$) des constructions par DSL<sup>2</sup> entre 2005 et 2009 (tous les types de constructions)**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Anse-Bleue	129	201	71	137	217	755
Baie Petit-Pokemouche	119	120	86	12	94	431
Benoît	5	13	202	59	84	363
Canton-des-Basques	24	44	339	125	394	926
Cap Bateau	97	29	118	42	71	357
Chiasson Office	228	496	161	391	275	1 551
Coteau Road	93	107	170	378	205	953
Dugas Office	223	25	206	26	5	485
Évangéline	110	156	198	752	138	1 354
Gauvreau et Petit Tracadie	175	354	123	346	547	1 545
Haut-Lamèque	112	119	83	210	145	669
Haut-Sheila	140	364	525	422	250	1 701
Haut-Shippagan	137	251	211	366	1	966
Inkerman	1 123	927	408	445	827	3 730
Landry Office	220	88	583	574	938	2 403
Leech	52	256	33	135	155	631
Maltempec	501	216	227	162	118	1 224
Miscou	293	155	156	694	587	1 885
Notre-Dame-des-Érables	405	151	476	318	809	2 159
Paroisse de New Brandon	57	157	100	10	92	416
<b>Paroisse de Paquetville</b>	<b>542</b>	<b>1 304</b>	<b>472</b>	<b>1 175</b>	<b>736</b>	<b>4 229</b>
Paroisse de Saumarez	317	1 061	852	651	495	3 376
Paroisse de Shippagan	20	6	180	51	11	268
Paroisse de Saint-Isidore	467	496	941	654	866	3 424
Petite-Lamèque	158	135	356	65	401	1 115
Pigeon Hill	116	136	201	340	90	883
Pointe à Bouleau	188	327	144	122	162	943
Pointe Alexandre	143	369	392	352	253	1 509
Pointe-Brûlée	169	223	166	138	187	883
Pointe Canot	32	82	202	157	157	630
Pointe Sauvage	3	10	10	21	4	48
<b>Pokemouche</b>	<b>729</b>	<b>726</b>	<b>847</b>	<b>202</b>	<b>1 540</b>	<b>4 044</b>
Pokesudie	42	12	11	29	41	135
Pont Lafrance	492	656	332	859	707	3 046
<b>Pont Landry</b>	<b>584</b>	<b>890</b>	<b>914</b>	<b>1 152</b>	<b>892</b>	<b>4 432</b>
Rivière-à-la-Truite	463	72	652	275	478	1 940
Saumarez	166	294	87	241	246	1 034
Six Roads	137	376	427	359	437	1 736
Saint-Irénée et Alderwood	420	391	461	1 209	544	3 025
Saint-Pons	1	223	100	5	6	335
Saint-Simon	97	327	261	1 205	560	2 450
Sainte-Cécile	236	352	394	255	196	1 433
Sainte-Rose	85	110	437	249	257	1 138
Tracadie Beach	29	18	39	61	102	249
Val Comeau	309	244	333	184	440	1 510
Village Blanchard	206	79	480	452	187	1 404
Village des Poirier	3	9	30	17	186	245
<b>Total non incorporé</b>	<b>10 397</b>	<b>13 157</b>	<b>14 197</b>	<b>16 084</b>	<b>16 133</b>	<b>69 968</b>

Source : C.A.P.A., 2010

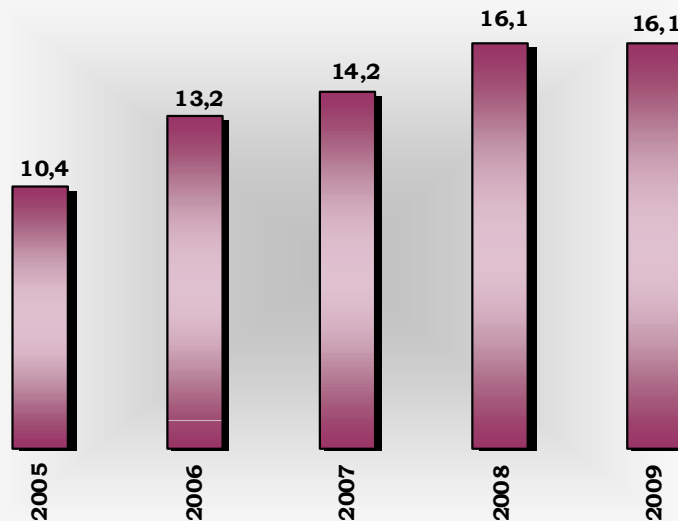
<sup>2</sup> Aucun permis de construction n'a été émis pendant la période visée pour les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau. Les valeurs inférieures à mille (1 000 \$) ne sont pas prises en considération. Par contre, certains DSL retrouvés dans ce tableau ont été regroupés afin de former les 47 DSL que l'on connaît



En consultant le tableau 10, nous pouvons constater qu'en termes d'investissements au sol en 2009 pour tous types de constructions sur le territoire de la Péninsule acadienne, Pokemouche, Landry Office et Pont-Landry sont les trois DSL ayant les valeurs les plus élevées avec respectivement 1 540 865\$, 938 720\$ et 892 020\$. Par conséquent, on peut spéculer que c'est l'engouement de se construire près de la rivière Pokemouche qui a fait grimper l'investissement au sol dans cette région. En effet, après avoir consulté en détail les résumés annuels des permis de construction émis par la CAPA, nous avons noté que plusieurs demandes avaient été soumises pour la construction d'une nouvelle d'habitation unifamiliale. Vous obtiendrez d'ailleurs plus de détails à ce sujet dans la section 3.2 de ce rapport.

La nouvelle construction d'un foyer de soins pour personnes âgées à Landry Office a fait bondir la valeur de l'investissement au sol pour cette région tandis qu'un nombre grandissant de nouvelles habitations unifamiliales a été répertorié pour la région de Pont-Landry.

**Graphique 4: Valeurs des constructions en millions pour l'ensemble des DSL entre 2005 et 2009**  
(tous les types de constructions)



Le graphique 4 ci-haut nous indique que la valeur des constructions sur l'ensemble des territoires non-incorporés est en augmentation constante depuis les cinq dernières années. On a pratiquement la même valeur d'investissements au sol pour 2008 et 2009. On atteint un palier depuis deux années, puisque les investissements dans le secteur résidentiel, institutionnel et récréatif reste stables.



### 3.2 Les constructions résidentielles

Nous pouvons noter, depuis les dernières années, que le nombre de constructions résidentielles est sensiblement le même sur l'ensemble du territoire de la Péninsule acadienne. Pour cette année, une augmentation d'environ 10 % comparativement à l'an passé a été enregistrée étant donné que le nombre de demandes de permis de constructions résidentielles est passé de 73 en 2008 à 80 en 2009.

Le nombre total de demandes de permis sur le territoire n'a pas beaucoup changé, mais c'est plutôt la distribution des constructions qui a changée. Par ailleurs, le nombre de permis a considérablement augmenté dans les municipalités comparativement aux DSL. En 2008, 38 demandes de permis de constructions résidentielles ont été enregistrées dans les territoires incorporés et on en compte 50 pour cette année, ce qui représente une augmentation de 32%. Il s'agit là d'une nouvelle intéressante pour le développement régionale étant donné que ces nouvelles résidences vont renforcer nos centres de services existants.

En regardant le tableau 11, nous pouvons noter que la municipalité de Tracadie-Sheila se démarque des autres en faisant bondir les chiffres. Un nombre total de 26 maisons ont été mises en chantier cette année. En effet, 85 nouvelles maisons se sont construites dans cette région depuis 5 ans. Depuis quelques années, Tracadie-Sheila fait preuve d'un développement accru et accueille de plus en plus d'entreprises qui désirent s'implanter de façon permanente sur son territoire, ce qui nous laisse croire à la présence d'une certaine attraction de la part de la population pour cette région de la Péninsule acadienne.

**Tableau 11 : Constructions résidentielles par municipalité entre 2005 et 2009**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Bas-Caraquet</b>	1	-	1	2	-	<b>4</b>
<b>Bertrand</b>	2	2	-	1	2	<b>7</b>
<b>Caraquet</b>	2	4	6	10	7	<b>29</b>
<b>Grande-Anse</b>	-	1	-	1	1	<b>3</b>
<b>Lamèque</b>	-	2	-	-	2	<b>4</b>
<b>Le Goulet</b>	-	-	2	-	1	<b>3</b>
<b>Maisonnette</b>	1	-	1	1	1	<b>4</b>
<b>Paquetville</b>	2	1	3	1	3	<b>10</b>
<b>Shippagan</b>	10	4	3	6	2	<b>25</b>
<b>Saint-Isidore</b>	1	2	-	1	2	<b>6</b>
<b>Saint-Léolin</b>	-	-	-	1	1	<b>2</b>
<b>Ste-M-St-R</b>	1	-	-	-	2	<b>3</b>
<b>Tracadie-Sheila</b>	12	10	23	14	26	<b>85</b>
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>26</b>	<b>39</b>	<b>38</b>	<b>50</b>	<b>185</b>

Source : C.A.P.A., 2010



Tableau 12 : Constructions résidentielles par DSL<sup>3</sup> entre 2005 et 2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Anse-Bleue	-	1	-	-	-	1
Baie Petit-Pokemouche	1	-	-	-	-	1
Benoît	-	-	1	-	-	1
Canton-des-Basques	-	-	2	-	2	4
Cap Bateau	1	-	-	-	-	1
Chiasson Office	-	3	-	-	-	3
Coteau Road	-	-	-	2	-	2
Évangéline	-	-	-	2	-	2
Gauvreau et Petit Tracadie	-	1	-	2	2	5
Haut-Sheila	-	2	2	1	-	5
Haut-Shippagan	1	1	1	1	-	4
Inkerman	-	3	2	2	1	8
Landry Office	-	-	3	1	-	4
Leech	-	1	-	-	1	2
Maltempec	2	1	-	1	-	4
Miscou	-	-	-	1	-	1
Notre-Dame-des-Érables	2	-	1	1	2	6
Paroisse de New Bandon	-	-	1	-	-	1
Paroisse de Paquetville	-	4	-	3	-	7
Paroisse de Saumarez	1	4	1	4	2	12
<b>Paroisse de Saint-Isidore</b>	1	2	3	1	3	10
Petite-Lamèque	1	-	2	-	1	4
Pointe à Bouleau	1	1	-	-	-	2
Pointe Alexandre	-	2	1	1	1	5
Pointe-Brûlée	-	1	-	-	-	1
<b>Pokemouche</b>	3	3	2	-	4	12
Pont Lafrance	3	5	-	2	2	12
Pont Landry	2	4	3	2	1	12
Rivière-à-la-Truite	3	-	2	1	1	7
Saumarez	1	2	-	1	1	5
Six Roads	-	1	-	-	2	3
Saint-Irénée et Alderwood	1	3	1	5	2	12
Saint-Pons	-	2	-	-	-	2
Saint-Simon	-	2	-	-	1	8
Sainte-Cécile	1	-	-	1	-	2
Sainte-Rose	-	-	2	-	-	2
Village Blanchard	-	-	3	-	-	3
Village des Poirier	-	-	-	-	1	1
<b>Total non incorporé</b>	<b>25</b>	<b>49</b>	<b>33</b>	<b>35</b>	<b>30</b>	<b>172</b>

Source : C.A.P.A., 2010

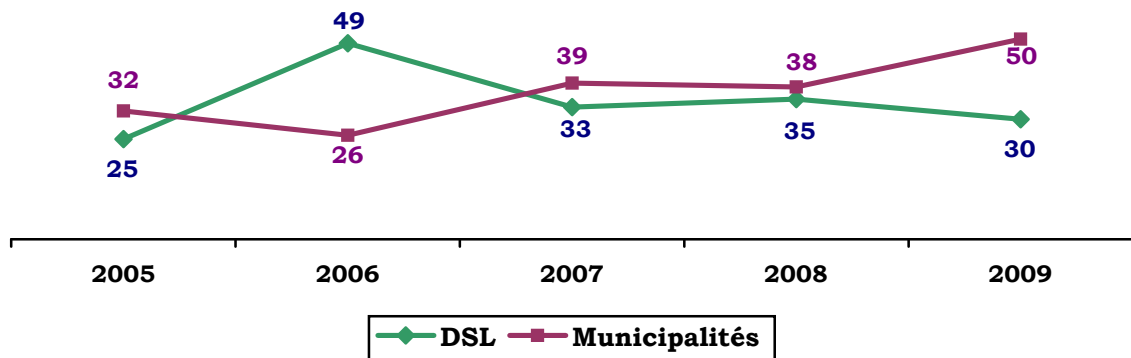
<sup>3</sup> Aucun permis de construction n'a été émis pendant la période visée pour les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau. Par contre, certains DSL retrouvés dans ce tableau ont été regroupés afin de former les 47 DSL que l'on connaît.



Le tableau 12 nous démontre que c'est dans le DSL de Pokemouche où l'on a construit le plus grand nombre d'habitations. En effet, quatre (4) nouvelles résidences se sont bâties dans ce secteur cette année. Le DSL de la paroisse de Sainte-Isidore suit avec la construction de trois (3) résidences sur son territoire.

Au graphique 5, en comparant 2008 à 2009, nous pouvons remarquer une légère diminution de 35 à 30 mises en chantier de constructions résidentielles dans les DSL.

**Graphique 5: Nouvelles constructions résidentielles par DSL et par municipalité entre 2005 et 2009**



### 3.3 Valeur des constructions résidentielles

En comparant le tableau 13 et 14 illustrés ci-bas, on note un investissement au sol plus élevé dans les municipalités cette année. Tracadie-Sheila présente la valeur la plus élevée avec un montant de 3 614 805\$ en ce qui a trait aux constructions résidentielles. Pour ce que est de l'investissement dans les DSL, Pokemouche se démarque avec une somme totale de 757 410\$.

La valeur des constructions dans le secteur résidentiel est généralement en augmentation constante depuis 2005. Cette année, c'est ce secteur qui a le montant le plus élevé en valeur des constructions, et ce, avec plus de 10 135 000\$ d'investissement au sol pour les municipalités et les DSL.

**Tableau 13 : Valeurs des constructions résidentielles par municipalité entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Bas-Caraquet</b>	69	-	120	273	-	<b>462</b>
<b>Bertrand</b>	204	237	-	76	218	<b>735</b>
<b>Caraquet</b>	231	444	707	1 293	982	<b>3 657</b>
<b>Grande-Anse</b>	-	141	-	53	85	<b>279</b>
<b>Lamèque</b>	-	253	-	-	278	<b>531</b>
<b>Le Goulet</b>	-	-	229	-	152	<b>381</b>
<b>Maisonnette</b>	96	-	86	183	55	<b>420</b>
<b>Paquetville</b>	531	118	383	153	339	<b>1 524</b>
<b>Shippagan</b>	2 872	426	371	938	206	<b>4 813</b>
<b>Saint-Isidore</b>	71	218	-	110	202	<b>601</b>
<b>Saint-Léolin</b>	-	-	-	115	109	<b>224</b>
<b>Ste-M-St-R</b>	88	-	-		237	<b>325</b>
<b>Tracadie-Sheila</b>	2 526	1 304	3 417	2 457	3 614	<b>13 318</b>
<b>Totale municipalité</b>	<b>6 688</b>	<b>3 141</b>	<b>5 313</b>	<b>5 651</b>	<b>6 477</b>	<b>27 270</b>
Source : C.A.P.A., 2010						



**Tableau 14 : Valeurs des constructions résidentielles par DSL<sup>4</sup> entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)**

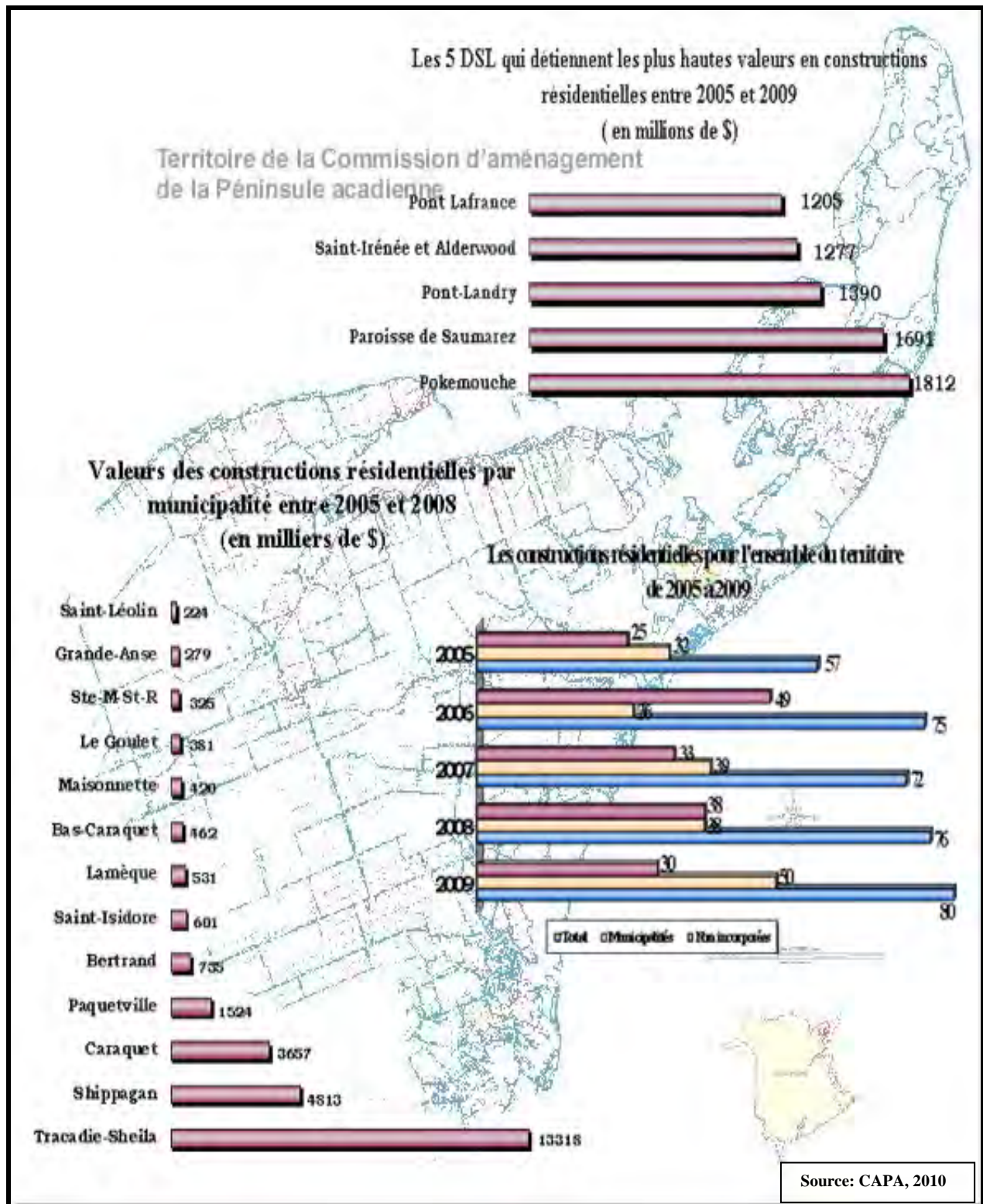
	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Anse-Bleue	-	87	-	-	-	87
Baie Petit-Pokemouche	91	-	-	-	-	91
Benoît	-	-	107	-	-	107
Canton-des-Basques	-	-	203	-	241	444
Cap Bateau	45	-	-	-	-	44
Chiasson Office	-	338	-	-	-	338
Coteau Road	-	-	-	191	-	191
Évangéline	-	-	-	273	-	273
Gauvreau et Petit Tracadie	-	105	-	273	264	642
Haut-Sheila	-	171	202	103	-	476
Haut-Shippagan	113	125	87	93	-	418
Inkerman	-	343	206	182	92	823
Landry Office	-	-	402	87	-	489
Leech	-	98	-	-	44	142
Maltempec	147	109	-	74	-	330
Miscou	-	-	-	138	-	138
Notre-Dame-des-Érables	201	-	111	133	198	643
Paroisse de New Bandon	-	-	92	-	-	92
Paroisse de Paquetville	-	339	-	495	-	834
<b>Paroisse de Saumarez</b>	<b>111</b>	<b>774</b>	<b>117</b>	<b>501</b>	<b>188</b>	<b>1 691</b>
Paroisse de Saint-Isidore	90	181	344	118	298	1 031
Petite-Lamèque	95	-	302	-	122	519
Pointe à Bouleau	75	126	-	-	-	201
Pointe Alexandre	-	262	126	126	143	657
Pointe-Brûlée	-	99	-	-	-	99
<b>Pokemouche</b>	<b>395</b>	<b>481</b>	<b>179</b>	<b>-</b>	<b>757</b>	<b>1 812</b>
Pont Lafrance	277	455	-	311	162	1 205
<b>Pont Landry</b>	<b>243</b>	<b>409</b>	<b>445</b>	<b>186</b>	<b>107</b>	<b>1 390</b>
Rivière-à-la-Truite	336	-	202	193	191	922
Saumarez	108	220	-	114	108	550
Six Roads	-	109	-	-	194	303
Saint-Irénée et Alderwood	91	234	80	611	261	1 277
Saint-Pons	-	181	-	-	-	181
Saint-Simon	-	180	-	436	113	729
Sainte-Cécile	118	-	-	87	-	205
Sainte-Rose	-	-	273	-	-	273
Village Blanchard	-	-	360	-	-	360
Village des Poirier	-	-	-	-	175	175
<b>Total non incorporé</b>	<b>2 536</b>	<b>5 426</b>	<b>3 838</b>	<b>4 725</b>	<b>3 658</b>	<b>20 182</b>

Source : C.A.P.A., 2010

<sup>4</sup>Aucun permis de construction n'a été émis pendant la période visée pour les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau. Par contre, certains DSL retrouvés dans ce tableau ont été regroupés afin de former les 47 DSL que l'on connaît.



Graphique 6 : Les nouvelles constructions résidentielles et leurs valeurs sur l'ensemble du territoire.



### 3.4 Les constructions commerciales et industrielles

Le secteur des constructions commerciales et industrielles dans les régions incorporées de la Péninsule acadienne compte 8 nouvelles constructions cette année.

En consultant le tableau 15, on remarque que les constructions se retrouvent au nombre de quatre (4) dans la région de Caraquet, une (1) à Lamèque, une (1) à Sainte-Marie-Saint- Rafael et deux (2) à Tracadie-Sheila. Depuis cinq années, on voit que les constructions commerciales et industrielles sont concentrées dans les trois principales municipalités de la Péninsule acadienne.

**Tableau 15 : Constructions commerciales et industrielles par municipalité<sup>5</sup> entre 2005 et 2009**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Bas-Caraquet</b>	-	1	-	-	-	<b>1</b>
<b>Caraquet</b>	<b>4</b>	-	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>13</b>
<b>Lamèque</b>	1	-	-	-	1	<b>2</b>
<b>Paquetville</b>	-	-	-	1	-	<b>1</b>
<b>Shippagan</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	-	-	<b>3</b>
<b>Saint-Isidore</b>	2	-	-	-	-	<b>2</b>
<b>Ste-M-St-R</b>	-	-	-	-	1	<b>1</b>
<b>Tracadie-Sheila</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	-	<b>2</b>	<b>8</b>
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>31</b>
Source : C.A.P.A., 2010						

<sup>5</sup> Il n'y a eu aucune construction commerciale et industrielle qui ont été mise en chantier pendant cette période de 5 ans dans les municipalités qui ne figurent pas sur ce tableau.



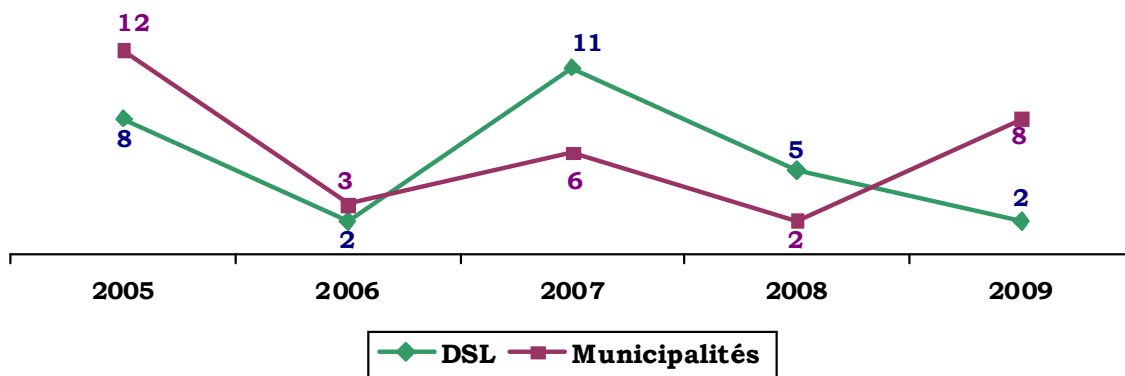
**Tableau 16: Constructions commerciales et industrielles par DSL<sup>6</sup> entre 2005 et 2009**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Anse-Bleue	-	-	-	2	-	2
Dugas Office	1	1	2	-	-	4
Haut-Lamèque	1	1	-	-	-	2
Haut-Shippagan	-	-	-	1	-	1
Inkerman	2	-	1	-	-	3
Miscou	-	-	2	-	1	3
Notre-Dame des Érables	1	-	-	-	-	1
Paroisse de Paquetville	1	-	-	-	1	2
Paroisse de Shippagan	-	-	1	1	-	2
Pointe Alexandre	2	-	1	-	-	3
Pokemouche	-	-	1	-	-	1
Sainte-Cécile	-	-	2	-	-	2
Six Roads	-	-	1	-	-	1
Village Poirier	-	-	-	1	-	1
<b>Total non incorporé</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>28</b>

Source : C.A.P.A., 2010

Les territoires non incorporés (DSL) n'ont pas eu un grand nombre de constructions commerciales ou industrielles cette année. On note même une diminution du nombre de constructions comparativement à l'an passé. Au total, deux (2) constructions ont été entamées. On retrouve une construction dans le DSL de Miscou et une autre dans la Paroisse de Paquetville.

**Graphique 7: Constructions commerciales et industrielles par DSL et par municipalité entre 2005 et 2009**



<sup>6</sup> Il n'y a eu aucun permis de construction commerciale ou industrielle émis pendant cette période de 5 ans dans les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau. Par contre, certains DSL retrouvés dans ce tableau ont été regroupés afin de former les 47 DSL que l'on connaît.



3.5 Valeur des constructions commerciales et industrielles

Tableau 17 : Valeurs des constructions commerciales et industrielles par municipalité<sup>7</sup> entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Bas-Caraquet	-	60	-	-	-	60
<b>Caraquet</b>	<b>3 251</b>	-	<b>965</b>	<b>1 500</b>	<b>350</b>	<b>6 066</b>
<b>Lamèque</b>	<b>710</b>	-	-	-	<b>203</b>	<b>913</b>
Paquetville	-	-	-	80	-	80
Shippagan	60	50	232	-	-	342
Saint-Isidore	630	-	-	-	-	630
Ste-M-St-R	-	-	-	-	5	5
<b>Tracadie-Sheila</b>	<b>2 683</b>	<b>300</b>	<b>195</b>	-	<b>510</b>	<b>3 688</b>
<b>Totale municipalité</b>	<b>7 334</b>	<b>410</b>	<b>1 392</b>	<b>1 580</b>	<b>1068</b>	<b>11 784</b>

Source : C.A.P.A., 2010

Tableau 18 : Valeurs des constructions commerciales et industrielles par DSL<sup>8</sup> entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Anse-Bleue	-	-	-	10	-	10
<b>Dugas Office</b>	<b>41</b>	<b>22</b>	<b>206</b>	-	-	<b>269</b>
Haut-Lamèque	64	14	-	-	-	78
Haut-Shippagan	-	-	-	130	-	130
<b>Inkerman</b>	<b>543</b>	-	<b>110</b>	-	-	<b>653</b>
Miscou	-	-	2	-	31	33
Notre-Dame-des-Érables	20	-	-	-	-	20
Paroisse de Paquetville	30	-	-	-	45	75
<b>Paroisse de Shippagan</b>	-	-	<b>150</b>	<b>50</b>	-	<b>200</b>
Pointe Alexandre	44	-	40	-	-	84
Pokemouche	-	-	75	-	-	75
Sainte-Cécile	-	-	26	-	-	26
Six Roads	-	-	50	-	-	50
Village des Poirier	-	-	-	5	-	5
<b>Total non incorporé</b>	<b>742</b>	<b>36</b>	<b>659</b>	<b>195</b>	<b>76</b>	<b>1 708</b>

Source : C.A.P.A., 2010

<sup>7</sup> Il n'y a eu aucun permis de construction commerciale et industrielle émis pendant cette période de 5 ans dans les municipalités qui ne figurent pas sur ce tableau.

<sup>8</sup> Il n'y a eu aucun permis de construction commerciale et industrielle émis pendant cette période de 5 ans dans les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau.

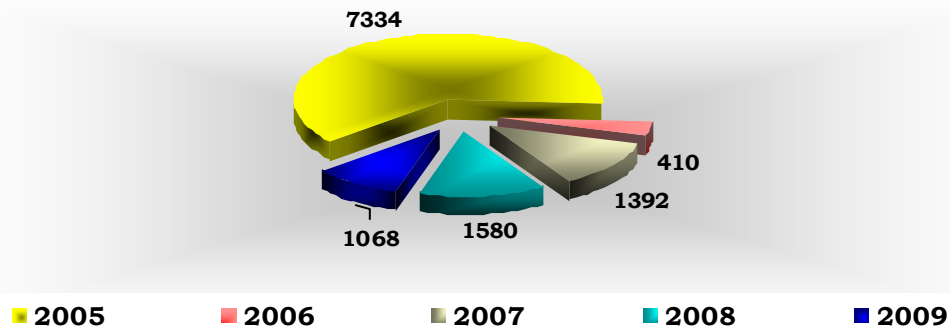


En comparant les valeurs des constructions commerciales et industrielles des tableaux 17 et 18, nous constatons qu'il n'y a pas d'entreprise majeure qui s'est implantée dans la région cette année. Un investissement total de 1 144 000\$ a été enregistré au cours de l'année sur le territoire. Après avoir consulté en détail les permis émis par la CAPA, nous avons pu constater que ce montant correspondait à quelques nouvelles constructions et à l'installation de service télégraphique et téléphonique.

En 2005, Caraquet a bénéficié de l'implantation de deux constructions commerciales importantes, dont le cinéma et un commerce de vente au détail qui ont apporté un investissement de plus de 3 millions de dollars. Tracadie-Sheila avait aussi eu sa part d'investissement pour la même année avec, elle aussi, la construction de son propre cinéma et l'implantation d'un commerce de vente au détail totalisant une valeur d'investissement de plus de 2 millions de dollars. Voilà pourquoi l'année 2005 avait fait grimper les chiffres.

Avec le graphique 8 ci-bas, en général et pour l'ensemble du territoire depuis les quatre dernières années, nous pouvons constater que nous assistons à un de l'investissement au dessus du million pour les constructions commerciales et industrielles dans la région.

**Graphique 8 : Valeurs des constructions commerciales et industrielles des municipalités entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)**



### 3.6 Les constructions institutionnelles

**Tableau 19 : Constructions institutionnelles par municipalité<sup>9</sup> entre 2005 et 2009**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Caraquet</b>	-	-	-	3	-	<b>3</b>
<b>Shippagan</b>	-	1	1	1	2	<b>5</b>
<b>Saint-Isidore</b>	-	-	-	-	1	<b>1</b>
<b>Tracadie-Sheila</b>	-	1	2	1	2	<b>6</b>
<b>Total</b>	-	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>15</b>

Source : C.A.P.A., 2010

<sup>9</sup> Il n'y a eu aucun permis de construction institutionnelle émis pendant cette période de 5 ans dans les municipalités qui ne figurent pas sur ce tableau.



En consultant le tableau 19 et 20, on note que le nombre de constructions institutionnelles est resté le même comparativement à l'an passé au niveau des municipalités et pour ce qui est des régions non-incorporés, c'est le DSL de Landry Office qui compte la seule construction institutionnelle cette année.

**Tableau 20 : Constructions institutionnelles par DSL<sup>10</sup> entre 2005 et 2009**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Landry Office</b>	-	-	-	1	1	<b>2</b>
<b>Pokemouche</b>	1	-	-	-	-	<b>1</b>
<b>Total non incorporé</b>	<b>1</b>	-	-	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>

Source : C.A.P.A., 2010

### 3.7 Valeurs des constructions institutionnelles

**Tableau 21 : Valeurs des constructions institutionnelles par municipalité<sup>11</sup> entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Caraquet</b>	-	-	-	15 476	-	<b>15 476</b>
<b>Shippagan</b>	-	10 000	475	350	154	<b>10 979</b>
<b>Saint-Isidore</b>	-	-	-	-	809	<b>809</b>
<b>Tracadie-Sheila</b>	-	300	1 050	250	1 310	<b>2 910</b>
<b>Totale municipalité</b>		<b>10 300</b>	<b>1 525</b>	<b>16 076</b>	<b>2 273</b>	<b>30 174</b>

Source : C.A.P.A., 2010

**Tableau 22: Valeurs des constructions institutionnelles par DSL<sup>12</sup> entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Landry Office</b>	-	-	-	150	550	700
<b>Pokemouche</b>	12	-	-	-	-	12
<b>Total non incorporé</b>	<b>12</b>	-	-	<b>150</b>	<b>550</b>	<b>712</b>

Source : C.A.P.A., 2010

<sup>10</sup> Il n'y a eu aucun permis de construction institutionnelle émis pendant cette période de 5 ans dans les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau.

<sup>11</sup> Il n'y a eu aucun permis de construction institutionnelle émis pendant cette période de 5 ans dans les municipalités qui ne figurent pas sur ce tableau.



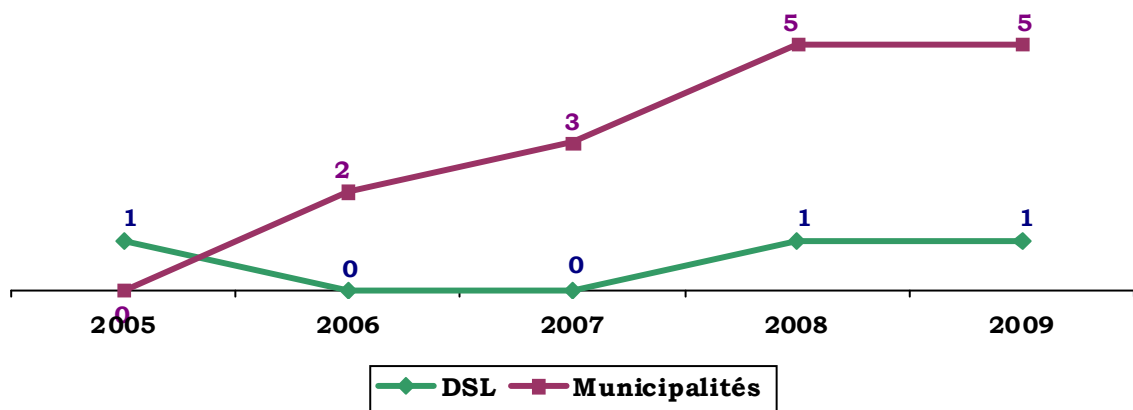
À noter que les bâtiments provinciaux, municipaux et bien sûr les résidences pour personnes âgées font partie du compte quand il est question des constructions institutionnelles.

La région connaît une population vieillissante et les constructions institutionnelles poussent comme des champignons dans la région. Il y a un engouement notable pour la création et la construction de nouveaux foyers de soins.

Les constructions institutionnelles constituent le deuxième secteur d'investissement en importance sur le territoire de la Péninsule. En examinant le tableau 21, dans la municipalité de Tracadie-Sheila, c'est 1 310 000\$ qui ont été investis cette année. De ce montant, 1 265 000\$ ont servi à la création d'une nouvelle résidence pour personnes âgées. C'est pourquoi cette municipalité connaît la plus grande valeur d'investissement au sol cette année. Par contre, on voit que depuis 2005, c'est la ville de Caraquet qui détient la plus grande valeur d'investissement en constructions institutionnelles dans les secteurs incorporés. La ville de Shippagan suit de près en deuxième position. Les chiffres sont élevés pour Caraquet et Shippagan puisque ces villes ont eu des investissements majeurs aux niveaux institutionnels. En effet, Caraquet a bénéficié d'un investissement de 13 000 000\$ pour la construction de la Villa Beauséjour inc. en 2008 et Shippagan, pour sa part, a accueilli un montant de 10 000 000\$ en investissement suite à la construction du foyer Mgr. Chiasson en 2006. Voilà pourquoi les chiffres sont plus élevés comparativement aux autres municipalités.

Le tableau 22 ci-haut démontre la situation des DSL. L'année 2009 a été une année record en terme d'investissement au sol dans le secteur non-incorporé de Landry Office. Ce montant est dû à la nouvelle construction d'une résidence pour personnes âgées qui a été faite aux coûts de 550 000\$.

**Graphique 9: Constructions institutionnelles par DSL et par municipalité entre 2005 et 2009**



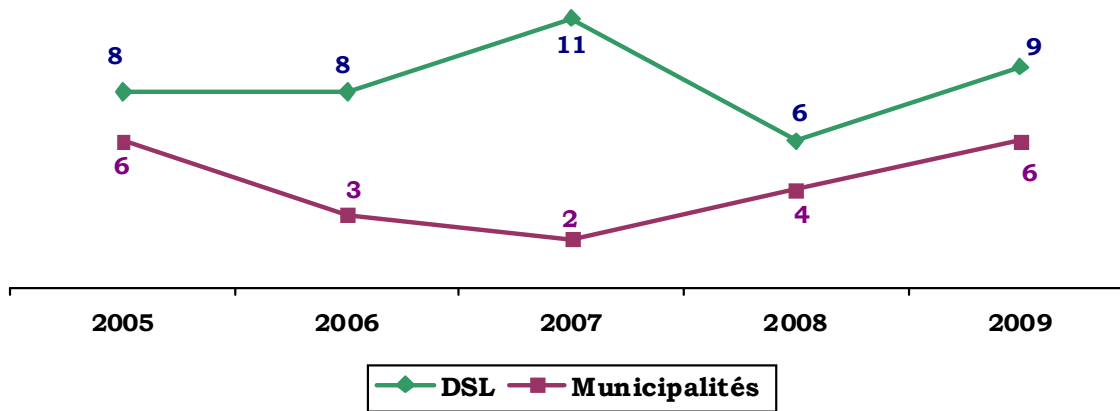
3.8 Les constructions récréatives

Tableau 23 : Constructions récréatives par municipalité<sup>13</sup> entre 2005 et 2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Bas-Caraquet	-	-	-	1	-	1
Bertrand	-	1	1	-	1	3
<b>Caraquet</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>8</b>
Grande-Anse	1	1	-	1	-	3
Maisonnette	2	1	-	1	-	4
Saint-Isidore	-	-	-	-	1	1
Saint-Léolin	1	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>21</b>

Source : C.A.P.A., 2010

Graphique 10: Constructions récréatives par DSL et par municipalité entre 2005 et 2009



En consultant le graphique 10 ci-haut, on remarque qu’il y a une légère hausse dans les constructions récréatives comparativement à l’an passé, et ce, pour les municipalités ainsi que pour les districts de service locaux (DSL).

<sup>13</sup> Il n’y a eu aucun permis de construction récréative émis pendant cette période de 5 ans dans les municipalités qui ne figurent pas sur ce tableau.



Tableau 24 : Constructions récréatives par DSL<sup>14</sup> entre 2005 et 2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Évangéline	-	-	-	1	-	1
Gauvreau et Petit Tracadie	-	1	-	-	1	2
Haut-Sheila	-	-	-	-	1	1
Inkerman	1	-	-	-	-	1
Landry Office	1	-	-	-	-	1
Leech	-	1	-	-	-	1
Maltempec	-	-	1	-	-	1
Miscou	1	1	-	1	-	3
Notre-Dame-des-Érables	-	-	-	-	1	1
Paroisse de New Brandon	-	-	-	-	1	1
Paroisse de Paquetville	1	1	-	-	-	2
Paroisse de Saumarez	-	-	2	-	-	2
Paroisse de Shippagan	1	-	-	-	-	1
Paroisse de Saint-Isidore	-	1	1	-	-	2
Pigeon Hill	-	-	1	-	-	1
Pointe Alexandre	-	-	1	1	-	2
Pointe-Brûlée	1	-	-	-	-	1
Pointe Canot	-	-	2	-	1	3
<b>Pokemouche</b>	-	<b>1</b>	<b>1</b>	-	<b>3</b>	<b>5</b>
Pont Lafrance	-	1	-	1	1	3
Pont Landry	1	-	-	-	-	1
Rivière-à-la-Truite	-	-	1	1	-	2
Sainte-Cécile	1	1	1	-	-	3
Saint-Irénée et Alderwood	-	-	-	1	-	1
<b>Total non incorporé</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>42</b>

Source : C.A.P.A., 2010

L'attrait de la belle région de Pokemouche se démontre avec le tableau 24 ci-haut. Les habitations saisonnières sont nombreuses dans cette partie de la Péninsule acadienne. Depuis cinq ans, on compte cinq nouvelles constructions. La rivière Pokemouche située à proximité rend cet endroit paisible et fait de cette région un excellent endroit pour accueillir toute nouvelle construction récréative.

<sup>14</sup> Il n'y a eu aucun permis de construction récréative émis pendant cette période de 5 ans dans les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau. Par contre, certains DSL retrouvés dans ce tableau ont été regroupés afin de former les 47 DSL que l'on connaît.



3.9 Valeur des constructions récréatives

Tableau 25 : Valeurs des constructions récréatives par municipalité<sup>15</sup>  
entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Bertrand</b>	-	63	46	48	106	<b>263</b>
<b>Caraquet</b>	<b>166</b>	-	<b>133</b>	<b>20</b>	<b>376</b>	<b>695</b>
<b>Grande-Anse</b>	92	87	-	95	-	<b>274</b>
<b>Maisonnette</b>	188	36	-	129	-	<b>353</b>
<b>Saint-Isidore</b>	-	-	-	-	91	<b>91</b>
<b>Saint-Léolin</b>	64	-	-	-	-	<b>64</b>
<b>Totale municipalité</b>	<b>510</b>	<b>186</b>	<b>179</b>	<b>292</b>	<b>573</b>	<b>1740</b>

Source : C.A.P.A., 2010

Le tableau 25 nous démontre que la ville de Caraquet a la valeur d'investissement au sol la plus élevée au niveau des constructions récréatives cette année, et ce, depuis 2005. La construction, en 2009, de quatre (4) chalets a contribué au total de cette valeur d'investissement.

<sup>15</sup> Il n'y a eu aucun permis de construction récréative émis pendant cette période de 5 ans dans les municipalités qui ne figurent pas sur ce tableau.



Tableau 26: Valeurs des constructions récréatives  
par DSL<sup>16</sup> entre 2005 et 2009 (en milliers de \$)

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Évangéline	-	-	-	66	-	66
Gauvreau et Petit Tracadie	-	36	-	-	3	39
Haut- Sheila					29	29
Inkerman	72	-	-	-	-	72
Landry Office	114	-	-	-	-	114
Leech	-	106	-	-	-	106
Maltempec	-	-	94	-	-	94
Miscou	51	60	-	26	-	137
Notre-Dame-des-Érables	-	-	-	-	48	48
Paroisse de New Brandon	-	-	-	-	33	33
<b>Paroisse de Paquetville</b>	<b>140</b>	<b>36</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>176</b>
Paroisse de Saumarez	-	-	161	-	-	161
Paroisse de Shippagan	8	-	-	-	-	8
Paroisse de Saint-Isidore	-	9	82	-	-	91
Pigeon Hill	-	-	41	-	-	41
Pointe Alexandre	-	-	32	74	-	106
Pointe-Brûlée	88	-	-	-	-	88
Pointe Canot	-	-	100	-	59	159
<b>Pokemouche</b>	<b>-</b>	<b>91</b>	<b>127</b>	<b>-</b>	<b>263</b>	<b>481</b>
<b>Pont Lafrance</b>	<b>-</b>	<b>52</b>	<b>-</b>	<b>80</b>	<b>150</b>	<b>282</b>
Pont Landry	36	-	-	-	-	36
Rivière-à-la-Truite	-	-	43	22	-	65
Sainte-Cécile	12	48	15	-	-	75
St-Irenée et Alderwood	-	-	-	18	-	18
<b>Total non incorporé</b>	<b>521</b>	<b>438</b>	<b>695</b>	<b>286</b>	<b>585</b>	<b>2525</b>

Source : C.A.P.A., 2010

<sup>16</sup> Il n'y a eu aucun permis de construction récréatives émis pendant cette période de 5 ans dans les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau.



#### 4. Le lotissement

La Commission d'aménagement de la Péninsule acadienne a approuvé 295 lotissements parmi lesquels nous retrouvons des lots, des lots consolidés, des parcelles, des rues publiques ou futures, des extensions de rues ou encore des accès privés. Ce chiffre représente toutes les opérations cadastrales qui ont été traitées sur notre territoire. Ceci représente une légère hausse comparativement à l'an passé où 288 demandes avaient été instruites.

##### 4.1 Lots, lots consolidés et parcelles

À noter qu'il ne faut pas confondre un lot, un lot consolidé et une parcelle. Il y a une distinction qui doit être faite. Un lot est un morceau de terrain qui est distinct, c'est-à-dire unique. Un lot consolidé est la création d'une partie de terrain qui touche un lot et qui a été annexée à celui-ci, et ce, sans créer un nouveau lot. Une parcelle, quant à elle, est liée à un lot pour agrandir ce dernier.

En consultant les tableaux 27 et 28, nous constatons que 67 nouveaux lots ont été approuvés au cours de l'année sur le territoire incorporé. Ce chiffre représente une baisse de 13 % par rapport à 2008 où 77 nouveaux lots avaient été créés. Pour l'ensemble des régions non-incorporées, 71 nouveaux lots ont été créés au cours de l'année 2009. Ce chiffre représente une légère hausse de 9 % par rapport à 2008, où l'ont avait remarqué la création de 65 nouveaux lots.

**Tableau 27 : Lots et lots consolidés par municipalité entre 2005 et 2009**

	Lots					Lots consolidés				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Bas-Caraquet</b>	1	5	-	2	2	-	4	2	1	1
<b>Bertrand</b>	1	4	1	1	1	1	3	-	1	1
<b>Caraquet</b>	16	11	12	15	12	10	7	12	6	2
<b>Grande-Anse</b>	-	-	-	3	1	3	1	-	-	-
<b>Lamèque</b>	2	-	-	-	2	3	4	-	2	2
<b>Le Goulet</b>	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-
<b>Maisonnette</b>	1	1	-	2	-	-	-	-	1	1
<b>Paquetville</b>	1	1	3	1	5	1	1	4	-	-
<b>Shippagan</b>	7	5	8	12	6	9	4	2	11	-
<b>Saint-Isidore</b>	7	-	2	4	-	-	1	-	2	2
<b>Saint-Léolin</b>	3	2	-	-	-	2	1	1	1	-
<b>Ste-M-St-R</b>	-	1	1	-	-	-	1	2	-	1
<b>Tracadie-Sheila</b>	26	20	35	37	38	11	9	15	9	3
<b>Total municipal</b>	<b>65</b>	<b>51</b>	<b>62</b>	<b>77</b>	<b>67</b>	<b>40</b>	<b>36</b>	<b>40</b>	<b>34</b>	<b>13</b>

Source : C.A.P.A., 2010



Tableau 28: Lots et lots consolidés par DSL<sup>17</sup> entre 2005 et 2009

	Lots					Lots consolidés				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Anse-Bleue	-	2	-	-	1	-	-	-	3	-
Baie Petit-Pokemouche	-	-	1	3	-	-	-	-	-	-
Canton-des-Basques	1	3	2	-	-	2	-	-	1	-
Chiasson Office	-	4	2	2	1	3	-	3	-	-
Évangéline	-	-	-	1	-	-	1	2	-	-
Gauvreau et Petit Tracadie	-	1	5	1	2	-	1	4	-	2
Haut-Lamèque	1	-	1	-	1	-	-	-	2	-
Haut Sheila	-	6	7	4	1	2	1	-	-	3
Haut-Shippagan	-	-	1	1	-	-	-	-	-	1
Inkerman	1	1	2	3	6	2	2	1	2	4
Landry Office	3	2	3	8	-	-	-	5	-	-
Leech	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-
Maltempec	3	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Miscou	-	3	4	3	2	-	-	1	-	-
Notre-Dame-des-Érables	1	1	-	1	2	-	-	1	-	-
P paroisse de New Bandon	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-
P paroisse de Paquetville	2	2	3	3	2	1	1	-	-	1
P paroisse de Saumarez	-	-	8	3	5	1	-	2	3	2
P paroisse de Shippagan	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-
P paroisse de Saint-Isidore	5	6	6	3	4	3	4	2	4	4
Petite-Lamèque	-	2	3	-	-	-	-	-	-	-
Pigeon Hill	-	-	2	-	-	-	1	-	-	-
Pointe à Bouleau	-	2	1	-	1	-	2	-	-	-
Pointe Alexandre	-	2	-	-	3	1	1	-	-	-
Pointe-Brûlée	9	2	-	7	-	4	1	-	-	-
Pointe-Canot	-	-	1	-	4	-	-	-	-	-
Pokemouche	11	1	3	9	3	2	2	-	1	-
Pont Lafrance	6	-	3	1	8	-	-	1	-	-
Pont Landry	5	6	2	-	9	1	3	1	1	-
Rivière-à-la-Truite	-	-	-	-	2	-	-	-	1	-
Saumarez	1	-	-	-	-	1	-	7	1	-
Six Roads	2	4	2	1	1	-	1	-	-	-
Saint-Irénée et Alderwood	-	9	1	2	3	-	2	4	1	-
Saint-Pons	2	-	-	2	1	1	-	-	-	-
Saint-Simon	-	1	2	-	2	1	-	1	1	-
Sainte-Cécile	2	8	-	-	1	2	2	-	1	-
Sainte-Rose	-	5	1	6	2	1	1	1	-	2
Tracadie Beach	-	1	-	-	3	-	-	-	-	-
Val Comeau	1	1	4	-	-	2	4	-	-	-
Village Blanchard	-	-	1	-	-	2	-	-	-	-
Total non incorporé	57	78	73	65	71	32	30	36	25	19

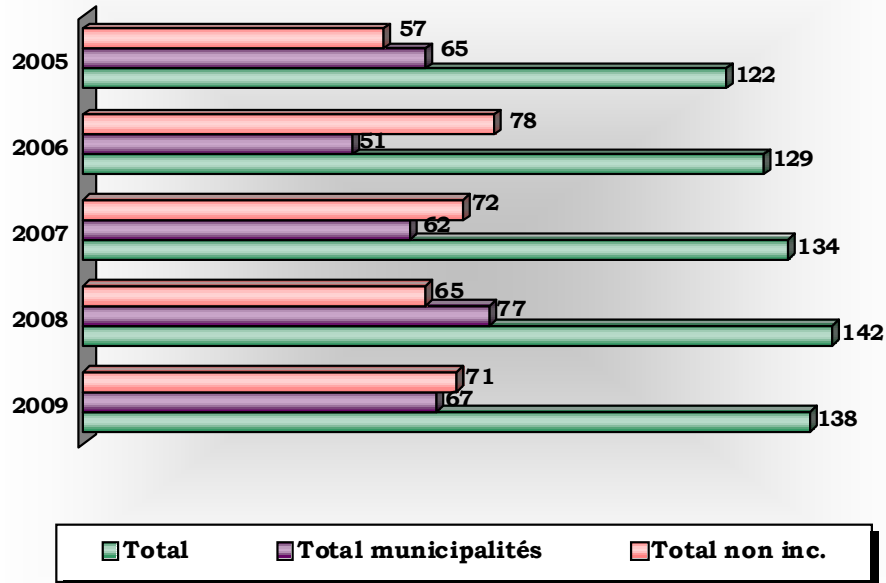
Source : C.A.P.A., 2010

<sup>17</sup> Il n'y a eu aucun lotissement pendant cette période de 5 ans dans les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau.



Pour ce qui est de l’approbation des parcelles dans les municipalités, 53 ont été approuvées par la Commission cette année. Dans les secteurs non-incorporés, la Commission a approuvé la création de 47 de ces dernières.

**Graphique 11 : Nouveaux lots créés entre 2005 et 2009**



Avec les informations de ce rapport, nous pouvons faire une analyse avec le nombre de lots créés et la construction de nouvelles habitations au cours de l’année. Le tableau 11 que l’on retrouvait à la page 24 de ce rapport nous démontre que 50 nouvelles habitations unifamiliales ont été construites dans les territoires incorporés. À la page 25, au tableau 12, on compte 30 nouvelles habitations unifamiliales dans les régions non-incorporées.

En consultant le graphique 11, pour l’ensemble du territoire de la Péninsule acadienne, nous pouvons attester que le nombre de lots créés est plus élevé que le nombre de mises en chantier de nouvelles habitations. On note ce phénomène tant au niveau des secteurs incorporés que des secteurs non-incorporés. Dans le cas des secteurs non-incorporés, c’est plus que le double de lots qui ont été créés comparativement aux constructions de nouvelles habitations. La plupart du temps, les lotissements de terrain sont effectués afin de se construire à court ou à long terme ou encore pour léguer une partie de terrain à ses proches.



Néanmoins le nombre de lotissements qui se font actuellement dans la Péninsule acadienne n'est pas exagéré. Depuis quelques années, on peut remarquer une tendance similaire à ce niveau. La création de lots est plus élevée comparée aux nouvelles constructions. Il est important de comprendre qu'il faut avoir suffisamment de lots pour un développement dans la région. Un nombre élevé de lotissements ne constitue pas un désavantage, mais permet plutôt une progression constante dans le développement du territoire.

#### 4.2 Création de rues

Cette composante de l'opération cadastrale est très importante lors de projets de lotissement. Le promoteur d'un projet de lotissement doit faire une analyse sur l'aspect des coûts reliés à la création de rues faisant partie de son développement. Le fait d'exiger des rues publiques a un effet sur les coûts de construction. En effet, ces derniers seront plus élevés et ce, autant pour le développeur que pour la municipalité si le projet a lieu en région incorporée. Et, parfois, le promoteur du projet aura à déboursé des sommes importantes qui feront en sorte que le coût total du développement sera plus élevé que la valeur des lots sur le marché.

En consultant le tableau 29, nous pouvons constater le développement qui a été fait dans ce domaine. Cette année, le nombre de rues qui ont été créées sur l'ensemble du territoire de la Péninsule acadienne est resté sensiblement dans la moyenne avec 8 rues publiques et futures comparativement à 10 l'an passé. En ce qui a trait aux régions non-incorporées, le tableau 30 nous indique qu'il n'y a eu aucune création de rue cette année. Tel que mentionné plus haut, le nombre de créations de rues est très faible dû aux coûts importants qui sont liés à ces infrastructures.

**Tableau 29 : Création et extension de rue par municipalités entre 2005 et 2009**

	Rues publiques					Rues futures <sup>18</sup>					Extensions de rues				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Bas-Caraquet	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Bertrand	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Caraquet	1	-	-	-	2	-	-	-	1	1	-	1	1	3	1
Grande-Anse	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Paquetville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	1	-	1	1
Shippagan	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	2	-
Ste-M-St-R	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Tracadie-Sheila	2	-	1	3	1	2	-	-	5	-	1	-	-	2	2
<b>Total municipal</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>4</b>

Source : C.A.P.A., 2010

<sup>18</sup> La section des rues future ne veut pas dire qu'elle a été créée physiquement sur le terrain. La rue en question est peut-être représentée sur les cartes et en voie d'être créée.



**Tableau 30 : Création et extension de rue par DSL<sup>19</sup> entre 2005 et 2009**

	Rues Publiques					Rues futures <sup>20</sup>					Extensions de rues				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Canton-des-Basques</b>	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-
<b>Coteau Road</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
<b>Haut-Sheila</b>	-	-	1	-	-	-	-	3	-	-	-	-	1	-	-
<b>Inkerman</b>	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Miscou</b>	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Pigeon Hill</b>	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total non incorporé</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Source : C.A.P.A., 2010

### 4.3 Accès privés

Les accès privés sont de plus en plus nombreux sur le territoire de la Péninsule comparativement à la création de rue publique. La réglementation provinciale sur le lotissement permet à la Commission d'approuver des lots situés ailleurs que sur une route publique, ce qui rend la situation problématique. En effet, le fait d'approuver des lots sur des voies privées encourage l'étalement urbain le long de routes de moindre qualité, lesquelles ne bénéficient que de très peu ou même d'aucun services.

Il est malheureux de constater que différents problèmes ressortent des approbations d'accès privés. Le fait d'habiter sur un lot auquel on accède par un accès privé crée des problématiques en ce qui a trait aux services municipaux et aux services d'urgence. Les gens qui habitent une propriété donnant sur un accès privé doivent s'occuper du déneigement ainsi que de l'entretien de l'accès en tout temps afin que ce dernier soit praticable. À noter que toutes ces contraintes sont dues au fait que ces routes sont construites sans avoir à respecter aucun standard de construction.

En examinant le tableau 31, nous pouvons constater qu'aucune approbation n'a été donnée afin d'autoriser des accès privés dans les municipalités au cours de l'année. Et, nous pouvons aussi noter que les approbations de nouveaux accès privés n'ont pas été nombreuses depuis les cinq (5) dernières années avec une moyenne de deux (2) par année.

<sup>19</sup> Il n'y a eu aucun lotissement pendant cette période de 5 ans dans les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau.

<sup>20</sup> La section des rues future ne veut pas dire qu'elle a été créée physiquement sur le terrain. La rue en question est peut-être représentée sur les cartes et en voie d'être créée.



Tableau 31 : Approbation des accès privés par municipalités<sup>21</sup> entre 2005 et 2009

	Accès privés				
	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Bertrand</b>	-	1	1	1	-
<b>Caraquet</b>	1	1	-	-	-
<b>Le Goulet</b>	-	1	-	-	-
<b>Shippagan</b>	-	-	1	-	-
<b>Saint-Isidore</b>	1	-	1	1	-
<b>Total municipal</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>

Source : C.A.P.A., 2010

Tableau 32 : Approbation des accès privés par DSL<sup>22</sup> entre 2005 et 2009

	Accès privés				
	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Anse-Bleue</b>	-	-	-	-	1
<b>Baie Petit-Pokemouche</b>	-	-	1	-	-
<b>Chiasson Office</b>	-	1	1	1	-
<b>Évangéline</b>	-	-	-	1	-
<b>Gauvreau et Petit Tracadie</b>	-	-	-	1	-
<b>Haut-Sheila</b>	-	1	-	-	-
<b>Inkerman</b>	1	1	-	-	1
<b>Landry Office</b>	1	-	1	5	-
<b>Miscou</b>	-	-	-	-	1
<b>Notre-Dame-des-Érables</b>	5	-	-	-	-
<b>Paroisse de New Bandon</b>	-	-	1	-	-
<b>Paroisse de Paquetville</b>	-	-	1	-	-
<b>Paroisse de Saumarez</b>	-	-	2	-	-
<b>Paroisse de Saint-Isidore</b>	-	3	1	1	2
<b>Pointe à Bouleau</b>	-	1	-	-	-
<b>Pointe-Brûlée</b>	3	-	-	-	-
<b>Pokemouche</b>	2	-	1	2	-
<b>Pont Lafrance</b>	2	-	-	-	2
<b>Pont Landry</b>	2	1	-	-	1
<b>Rivière-à-la-Truite</b>	-	-	-	-	2
<b>Saumarez</b>	1	-	-	-	-
<b>Six Roads</b>	-	-	-	-	1
<b>Saint-Irénée et Alderwood</b>	-	3	-	1	1
<b>Saint-Pons</b>	-	-	-	1	-
<b>Sainte-Rose</b>	1	1	-	1	-
<b>Tracadie Beach</b>	-	-	-	-	1
<b>Val Comeau</b>	-	1	-	-	-
<b>Total non incorporé</b>	<b>18</b>	<b>13</b>	<b>9</b>	<b>14</b>	<b>13</b>

Source : C.A.P.A., 2010

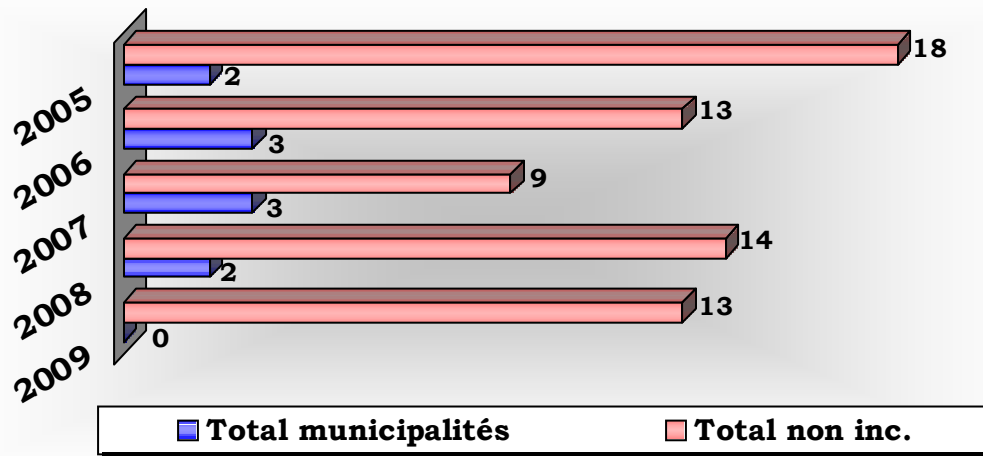
<sup>21</sup> Il n'y a eu aucun lotissement pendant cette période de 5 ans dans les municipalités qui ne figurent pas sur ce tableau.

<sup>22</sup> Il n'y a eu aucun lotissement pendant cette période de 5 ans dans les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau.



Ce sont dans les DSL que l'on retrouve le plus d'approbations d'accès privés. Cette année, treize (13) demandes ont été soumises à la Commission comparativement à quatorze (14) l'an passé, lesquelles ont toutes été approuvées.

Graphique 12 : Nouveaux accès privés entre 2005 et 2009



**5. Les avis émis**

Cette section traite seulement des documents de type « avis de communiqué ». Ce type de document est posté ou remis en mains propres aux propriétaires en infractions qui ont entrepris un aménagement ou une construction sans autorisation.

Si l'on consulte les tableaux 33 et 34, peu importe la région, nous pouvons remarquer une hausse considérable du nombre d'avis qui ont été émis par nos inspecteurs en construction cette année.

**Tableau 33: Nombre d'avis émis par municipalité entre 2005 et 2009**

	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<b>Bas-Caraquet</b>	2	4	-	4	10	<b>20</b>
<b>Bertrand</b>	3	-	3	1	15	<b>22</b>
<b>Caraquet</b>	8	11	13	14	43	<b>89</b>
<b>Grande-Anse</b>	2	4	3	6	5	<b>20</b>
<b>Lamèque</b>	4	5	2	1	5	<b>17</b>
<b>Le Goulet</b>	3	4	-	-	2	<b>9</b>
<b>Maisonnette</b>	2	2	5	2	9	<b>20</b>
<b>Paquetville</b>	9	9	5	6	12	<b>41</b>
<b>Shippagan</b>	7	9	4	11	11	<b>42</b>
<b>Saint-Isidore</b>	4	7	6	1	5	<b>23</b>
<b>Saint-Léolin</b>	1	5	6	-	8	<b>20</b>
<b>Ste-M-St-R</b>	3	2	2	5	9	<b>21</b>
<b>Tracadie-Sheila</b>	32	30	17	3	32	<b>114</b>
<b>Total</b>	<b>80</b>	<b>92</b>	<b>66</b>	<b>54</b>	<b>166</b>	<b>458</b>

Source : C.A.P.A., 2010

Il est intéressant ici de faire une comparaison avec le tableau 6 qui se trouve dans la section 3 du présent rapport, lequel traite des permis émis pendant l'année et ce, pour tous types de constructions. D'après ce tableau, nous pouvons constater qu'il y a eu 1839 émissions de permis de construction pour 2009, dont 917 furent émis dans les municipalités et 922 dans les régions non-incorporées.

En comparant ces chiffres avec les tableaux 33 et 34, nous pouvons constater que le nombre d'avis de communiqué qui ont été donnés est moindre que le nombre de permis de construction qui ont été émis en 2009. Pour la même année, nous pouvons affirmer que le nombre d'avis émis dans les municipalités représente 18% du nombre de permis émis dans ces régions. Pour la même année, dans les DSL, il s'agit de 20% d'avis qui ont été donnés par rapport au nombre de permis qui ont été émis.



Tableau 34 : Nombre d'avis émis par DSL<sup>23</sup> entre 2005 et 2009

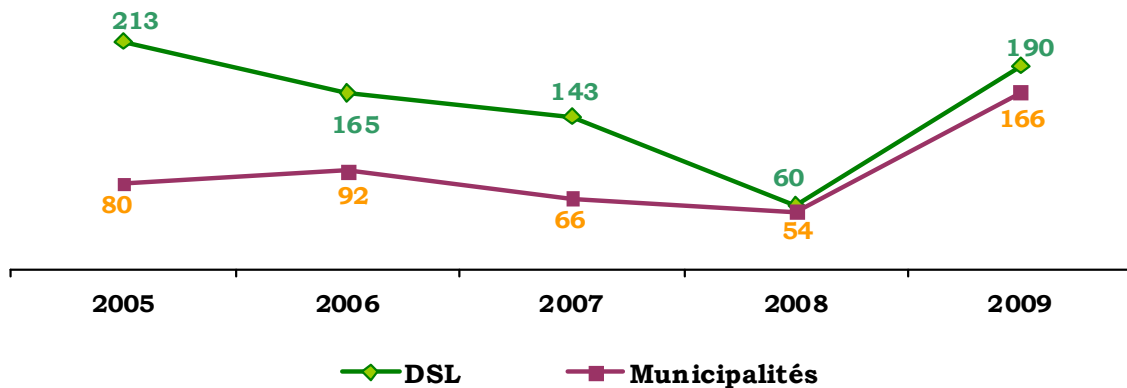
	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Anse-Bleue	3	2	2	-	5	12
Baie Petit-Pokemouche	-	1	-	1	2	4
Benoît	3	1	1	-	1	6
Canton-des-Basques	3	2	1	1	2	9
Cap Bateau	4	3	1	1	1	10
Chiasson Office	4	3	1	2	2	12
Coteau Road	-	6	-	1	2	9
Dugas Office	-	1	-	-	1	2
Évangéline	2	2	4	3	4	15
Gauvreau et Petit-Tracadie	3	1	1	-	4	9
Haut-Lamèque	-	1	4	2	4	11
Haut-Sheila	8	6	6	-	2	22
Haut-Shippagan	1	1	1	1	1	5
Inkerman	8	3	4	3	-	18
Landry Office	5	5	3	1	10	24
Leech	1	1	1	-	1	4
Maltempec	5	4	2	1	3	15
Miscou	3	4	3	2	2	14
Notre-Dame-des-Érables	14	7	8	6	16	51
Paroisse de New Brandon	-	-	1	-	3	4
Paroisse de Paquetville	27	14	12	10	22	85
Paroisse de Saumarez	3	5	5	-	1	14
Paroisse de Shippagan	1	-	1	-	1	3
Paroisse de Saint-Isidore	17	22	15	2	11	67
Petite-Lamèque	3	1	2	1	-	7
Pigeon Hill	5	1	1	1	5	13
Pointe à Bouleau	5	-	-	-	1	6
Pointe Alexandre	1	2	1	-	2	6
Pointe-Brûlée	1	3	1	2	1	8
Pointe Canot	-	1	-	-	2	3
Pointe Sauvage	-	-	-	-	3	3
Pokemouche	5	5	7	2	4	23
Pokesudie	2	1	1	-	6	10
Pont Lafrance	5	3	3	-	1	12
Pont Landry	20	7	5	9	13	54
Rivière-à-la-Truite	2	3	1	-	2	8
Saumarez	2	4	-	-	3	9
Six Roads	10	8	9	-	5	32
Saint-Irénée et Alderwood	5	6	4	-	3	18
Saint-Pons	1	1	1	-	1	4
Saint-Simon	4	6	5	3	6	24
Sainte-Cécile	7	4	5	4	7	27
Sainte-Rose	4	6	9	1	11	31
Tracadie-Beach	1	-	-	-	1	2
Val Comeau	7	3	6	-	6	22
Village Blanchard	7	5	5	-	4	21
Village des Poirier	1	-	-	-	3	4
<b>Total non inc.</b>	<b>213</b>	<b>165</b>	<b>143</b>	<b>60</b>	<b>190</b>	<b>771</b>

Source : C.A.P.A., 2010

<sup>23</sup> Il n'y a eu aucun avis émis pendant cette période de 5 ans dans les DSL qui ne figurent pas sur ce tableau.



Graphique 13 : Nombre d’avis émis entre 2005 et 2009



### 5.1 Suivi des avis

Le suivi des avis nous permet de voir l’évolution des avis de communiqué qui sont envoyés aux personnes en infraction de la Péninsule acadienne. Parfois, il est possible qu’il y ait des changements apportés au projet en cour de route et pendant la transmission du document au propriétaire. En effet, le projet de construction ou d’aménagement qui a été classé comme une infraction peut être annulé ou modifié par le propriétaire, ce qui peut vouloir dire qu’un suivi n’est plus nécessaire ou que le délai initial donné au propriétaire pour se rendre conforme peut être changé.

À l’exception de l’avis de communiqué, nous nous assurons que la municipalité reçoive une copie de toute lettre qui est envoyée au citoyen en infraction et ce, afin qu’elle soit mise au courant de la situation advenant le cas où la Commission aurait à lui faire parvenir une demande de résolution dans le dossier. Suite à la réception d’une telle demande de résolution, la municipalité a le pouvoir, en partenariat avec la CAPA, d’entamer des poursuites judiciaires contre le client afin qu’il se conforme à ses règlements municipaux.

En observant le tableau 35, nous pouvons constater que nos inspecteurs en construction ont posté un total de 356 avis de communiqué en 2009. De ce nombre, 145 cas ont nécessité l’envoi d’une lettre recommandée aux propriétaires en infraction. Hors, 211 personnes ayant reçu un avis de communiqué ont entrepris les démarches nécessaires afin de se conformer à la réglementation concernée en se procurant un permis d’aménagement et de construction auprès de la Commission. Par ailleurs, quatorze (14) cas ont fait l’objet d’une lettre envoyée par huissier aux propriétaires en infractions tandis qu’une résolution a été envoyée aux municipalités concernées dans les 30 dossiers restants.



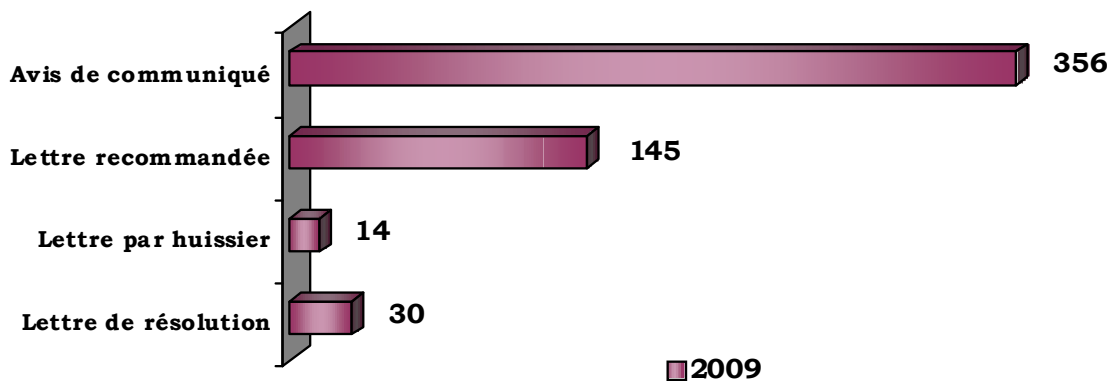
**Tableau 35 : Rapport des infractions pour l'ensemble du territoire de la Péninsule acadienne en 2009**

Types de lettres	Réglé	Aucun suivi	En attente	Travaux annulés	Total
<b>Avis de communiquer</b>	329	20	2	5	<b>356</b>
<b>Lettre recommandée</b>	103	39	2	1	<b>145</b>
<b>Lettre au Hussier</b>	10	3	1	0	<b>14</b>
<b>Lettre de résolution</b>	9	17	3	1	<b>30</b>
<b>Sommation</b>	0	0	0	0	<b>0</b>

Source : C.A.P.A., 2010

Aucun dossier n'a été présenté en cour cette année. Généralement, les municipalités préfèrent régler les cas d'infraction par voie de médiation avec la personne en infraction. Dans de tel cas, la municipalité doit donner ses directives par écrit à la Commission qui peut alors procéder à la fermeture du dossier.

**Graphique 14 : Le nombre de lettres d'infractions envoyées en 2009**



Nous avons commencé à comptabiliser les statistiques en ce qui a trait au suivi des avis de communiqué en 2008, cependant, ce n'est qu'en 2009 que nous avons pu nous servir de ces données. En 2010, une comparaison des deux années pourra être effectuée et une analyse pourra en résulter.





**Rapport annuel 2009**  
**Commission d'aménagement de la Péninsule acadienne**